

**SECRETARY-GENERAL'S PEACEBUILDING FUND  
MODELE DE DOCUMENT DE PROJET**

**DOCUMENT DE PROJET PBF**

Longueur : Max. 12 pages (plus page de couverture et annexes)

<b>Pays : MALI</b>	
<b>TITRE DU PROJET :</b> Emplois et jeunes pour la paix-- Approche pilote intégrée de stabilisation et de consolidation de la paix par la promotion de l'emploi et de la participation des jeunes dans la région de Mopti	
<b>NUMERO Projet / PBF/MLI/D-1 MPTF Gateway : 00112018</b>	
<b>Modalité de financement</b> <b>PBF :</b> <input checked="" type="checkbox"/> IRF <input type="checkbox"/> PRF	<b>Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):</b> <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire pays <input type="checkbox"/> Fonds fiduciaire régional <b>Nom du fonds fiduciaire :</b>
<b>Liste de toutes les agences récipiendaires des fonds PBF (en commençant par l'agence chef de file), avec le type d'organisation (ONU, ONG etc.) : PNUD, FAO, ONUFEMMES</b>	
<b>Liste d'autres partenaires de mise en œuvre (gouvernementaux ou non-gouvernementaux):</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Agence Nationale de Promotion de l'Emploi (ANPE) ;</li> <li>- Conseil Régional de la Jeunesse (et ses démembrements au niveau des cercles et communes d'intervention), et autres organisation et mouvements de jeunesse ;</li> <li>- Centre National de Promotion du Volontariat (CNPV) ;</li> <li>- Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale</li> <li>- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (lead technique) ;</li> <li>- Ministère de la Jeunesse et de la construction citoyenne ;</li> <li>- Ministère de l'Agriculture ;</li> <li>- Ministère de l'Elevage et de la Pêche</li> <li>- Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ;</li> <li>- Autorités administratives de la Région de Mopti et collectivités locales de la région de Mopti, incluant les services techniques déconcentrés et décentralisés dans les domaines pertinents ;</li> <li>- Organisations de la société civile (<i>CRADÉ, Ya-G-Tu, AAPPOR, et autres</i>)</li> <li>- Université/centre de recherche (<i>à identifier, partenaire potentiel : IMRAP</i>).</li> </ul>	
<b>Date estimative de début du projet<sup>1</sup>:Novembre 2018</b>	
<b>Durée du projet en mois :<sup>2</sup> 18 MOIS + 6 mois (1<sup>ère</sup> Extension) + 4 mois : 31 Janvier 2021</b>	
<b>Zones géographiques de mise en œuvre du projet : Région de Mopti, Cercles de Tenenkou et Mopti</b>	

<sup>1</sup> Note: actual commencement date will be the date of first funds transfer.

<sup>2</sup> Maximum project duration for IRF projects is 18 months, for PRF projects – 36 months.

<b>Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :</b> <input type="checkbox"/> Initiative de promotion du genre <input type="checkbox"/> Initiative de promotion de la jeunesse <input type="checkbox"/> Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix) <input type="checkbox"/> Projet transfrontalier ou régional			
<b>Budget total du projet PBF* (par agence récipiendaire) :</b> PNUD : \$ 1.937.688 FAO : \$ 506.452 ONUFEMMES : \$ 489.247 Total PBF : \$ 2.933.387 <i>*Le budget total approuvé et le transfert de la deuxième tranche, ou toute tranche subséquente sont conditionnelles, et sujettes à l'approbation de PBSO, et à la disponibilité des fonds dans le compte de PBF</i>			
<b>Toute autre source de financement existant pour le projet (montant et source) :</b> <b>Budget total du projet :</b>			
<b>PBF 1ère tranche :</b> PNUD: \$ 1.356.381 FAO: \$ 354.516 ONU FEMMES : \$ 342.743	<b>PBF 2ème tranche*:</b> PNUD : \$ 581.306 FAO : \$ 151.935 ONU FEMMES : \$ 146.774	<b>PBF 3ème tranche*:</b> N/A	<b>__ tranche</b> N/A
<b>Deux-trois phrases avec une brève description du projet et une explication succincte de la façon dont le projet est rapide, catalytique et tolérant au risque / innovant :</b> Le projet « Emplois et jeunes pour la paix- Approche pilote intégrée de stabilisation et de consolidation de la paix par la promotion de l'emploi et de la participation des jeunes dans la région de Mopti » envisage de mettre en œuvre dans la Région de Mopti une approche locale et communautaire centrée sur l'épanouissement social et économique des jeunes au sein des communautés, avec un accent sur la création d'opportunités économiques rentables, durables et innovantes pour les jeunes femmes et hommes marginalisés et vulnérables de 18 à 35 ans. Par ce biais, il est question de démontrer que les jeunes peuvent constituer une force positive pour le changement social dans leur communauté, dans le rétablissement de la confiance et la réduction de l'insécurité, et par ce fait contribuer aux efforts concertés de stabilisation au centre du Mali.			
<b>Résumez le processus de consultation dans le pays et le processus d'endossement préalable à la soumission à PBSO, y compris à travers la revue / consultation du Comité de pilotage PBF s'il existe.</b>			
<b>Marqueur genre du projet<sup>3</sup> : <u>  2  </u></b> <b>Spécifiez le pourcentage et le montant du budget total du projet alloués aux activités qui ont un lien direct avec l'égalité entre les sexes / renforcement des capacités des femmes :</b>			

<sup>3</sup> Score 3 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif principal (minimum 80% du budget total est alloué à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes).

Score 2 pour les projets qui ont l'égalité entre les sexes comme objectif significatif (minimum 30% du budget qui va à l'égalité entre les sexes et le renforcement des capacités des femmes)

Score 1 pour les projets qui contribuent d'une certaine manière à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative (moins de 15% du budget total).

Marqueur risque du projet <sup>4</sup> : <u>  2  </u>	
Sélectionnez le domaine d'intervention prioritaire (« focus area ») de PBF qui résume le mieux le sujet du projet (choisissez seulement un domaine <sup>5</sup> ) : <u>  3.1  </u>	
Type de soumission :	S'il s'agit d'une révision de projet, sélectionnez tous les changements qui s'appliquent et fournissez une justification brève en bas:
Nouveau projet <input type="checkbox"/>	Extension de la durée : <input checked="" type="checkbox"/> Durée additionnelle du projet en mois : 4
Révision de projet <input checked="" type="checkbox"/>	Changement de résultat / sujet : <input type="checkbox"/>
	Changement de l'allocation budgétaire entre résultats ou augmentation de plus de 15% par catégorie de budget : <input type="checkbox"/>
	Budget PBF additionnel : <input type="checkbox"/> Budget additionnel par agence bénéficiaire :
	<b>Justification courte pour la révision :</b>
	<b>Contexte de la zone intervention :</b>
	La situation sécuritaire dans le centre et particulièrement dans la région de Mopti demeure volatile et précaire. En effet, des conflits et des affrontements entre groupes et milices armés à caractère ethnique sont fréquents et continuent de fragiliser les efforts de paix et de sécurité en mettant davantage à mal le tissu social. Les actions conduites par le projet notamment avec les acteurs clés comme les jeunes, les femmes et les leaders contribuent à la stabilisation et au renforcement de la cohésion sociale dans les cercles d'intervention.
	Le retard dans la mise en œuvre du projet du fait de la situation sécuritaire a abouti à une demande de prolongation de 6 mois qui a été acceptée par le PBSO. Malheureusement, cette période (avril à Septembre) a connu l'expansion de la pandémie de Covid-19 au Mali. Pendant cette période, les mesures de prévention mises en place par le gouvernement et le système des Nations unies dans le pays ont eu en effet raisonnablement sur les activités et la mise en œuvre menées par le projet. À tous les niveaux, les rassemblements ont été évités et limités par la suite. En raison de ces mesures de prévention, certaines activités importantes ont été quelques fois suspendues ou reportées. Les mesures de prévention et de lutte contre la pandémie mises en place par les autorités ont négativement impacté le

<sup>4</sup> 0 = risque faible pour l'attente des résultats

1 = risque moyen pour l'attente des résultats

2 = risque élevé pour l'attente des résultats

<sup>5</sup> (1.1) Réforme du Secteur de la Sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) DDR, (1.4) Dialogue politique

(2.1) Réconciliation nationale ; (2.2) Gouvernance démocratique ; (2.3) Prévention/gestion des conflits

(3.1) Création d'emplois ; (3.2) Accès équitable aux services sociaux

(4.1) Renforcement des capacités nationales de l'État ; (4.2) Prolongement de l'autorité de l'État/de l'administration locale ; (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix et Secrétariat PBF

déroulement des activités prévues que la No cost extension acceptée par PBSO portait seulement sur ce point. Outre la pandémie de la COVID-19, la crise socio-politique au Mali a été déclenchée en juin par un regroupement de partis politiques et d'organisations de la société civile dénommé MS RFP sous le leadership de l'ingénieur Ibrahima Dicko a aussi affecté le fonctionnement normal des institutions et des services de l'Etat et par ricochet la mise en œuvre des activités au sein du Parlement liées à l'agenda des autorités administratives et locales. Cette crise étendue sur presque trois mois a abouti à une destitution du pouvoir en place à travers la démission du Président de la République qui a auparavant démis le Gouvernement et dissout l'Assemblée Nationale.

Les Agences (PNUD, FAO et ONUFEMMES) en suivant la situation sécuritaire accentuée par la crise politique et la pandémie du Coronavirus ont été soumises au respect de leurs missions et ont accompagné les autorités gouvernementales à travers le rapport d'activités du projet qui devra prendre fin le 30 Septembre 2020. Malheureusement, il est sollicité une prolongation du projet sans coût additionnel d'une durée additionnelle de 4 mois allant d'octobre 2020 à janvier 2021 pour pouvoir réaliser les activités prévues qui ont été interrompues par les événements décrits plus haut.

Cette période supplémentaire de 4 mois pour mieux réaliser les activités du projet conformément aux engagements de la précédente demande de no cost extension.

Au regard de ce qui précède la demande de prolongation est justifiée par les raisons suivantes :

- Le contexte actuel d'insécurité et d'incertitude montre la pertinence du projet et l'effet bénéficiaire des bénéficiaires pour l'instauration de la cohésion sociale et la consolidation de la paix;
- La mise en œuvre de certaines activités du projet retardées par le contexte sécuritaire instable et la situation de conflit dans le centre exécutif de la pandémie du Covid;
- Une meilleure implication du Comité Technique de suivi et des acteurs de mise en œuvre avec la tenue régulière des rencontres ;
- La poursuite de la mise en œuvre des engagements des jeunes dans le cadre des ateliers de dialogue municipal (CoGR) et des Travaux à haute intensité de développement (LHDV) par les structures de l'Etat et les Groupes;
- La contractualisation avec l'institut de recherche pour mieux cerner et capitaliser les éléments obtenus ;
- La poursuite de la médiation de la paix qui reste encore fragile ;
- Et aussi le souhait de continuer sur les acquis du projet PBF/RF-218 dans le cercle de l'Inchekou.

	<p>Sur un plan technique, les activités de suivi et d'accompagnement sont nécessaires, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le renforcement des capacités et l'accompagnement des jeunes installés après le démarrage de l'AD et ceux bénéficiaires des Activités Génératrices de Revenus après la réception du financement ;</li><li>- L'accompagnement des femmes bénéficiaires des Unités de transformation ;</li><li>- Le renforcement des organisations de jeunes et de femmes engagées dans la consolidation de la paix, le rapprochement communautaire et le citoyenneté ;</li><li>- Le renforcement des capacités des autorités locales pour accompagner la dynamique engagée en faveur de la consolidation de la paix etc ;</li><li>- L'organisation de l'évaluation finale.</li></ul>
--	--

### SIGNATURES DE FRONT

#### AGENCE RECIPIENT/AIRI

Name of Agency

to Sign

Signature

Name of Title

Date of Signature



Name of Agency

*[Handwritten signature]*  
[Redacted]

*Philippe VAUTHIER  
FAO Representative*

#### AGENCE RECIPIENT/AIRI

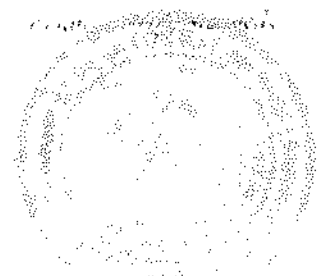
Name of Representative

Signature

Name of Title

Date of Signature

[Redacted]



**Peacebuilding Support Office (PISO)**

Name of Representative

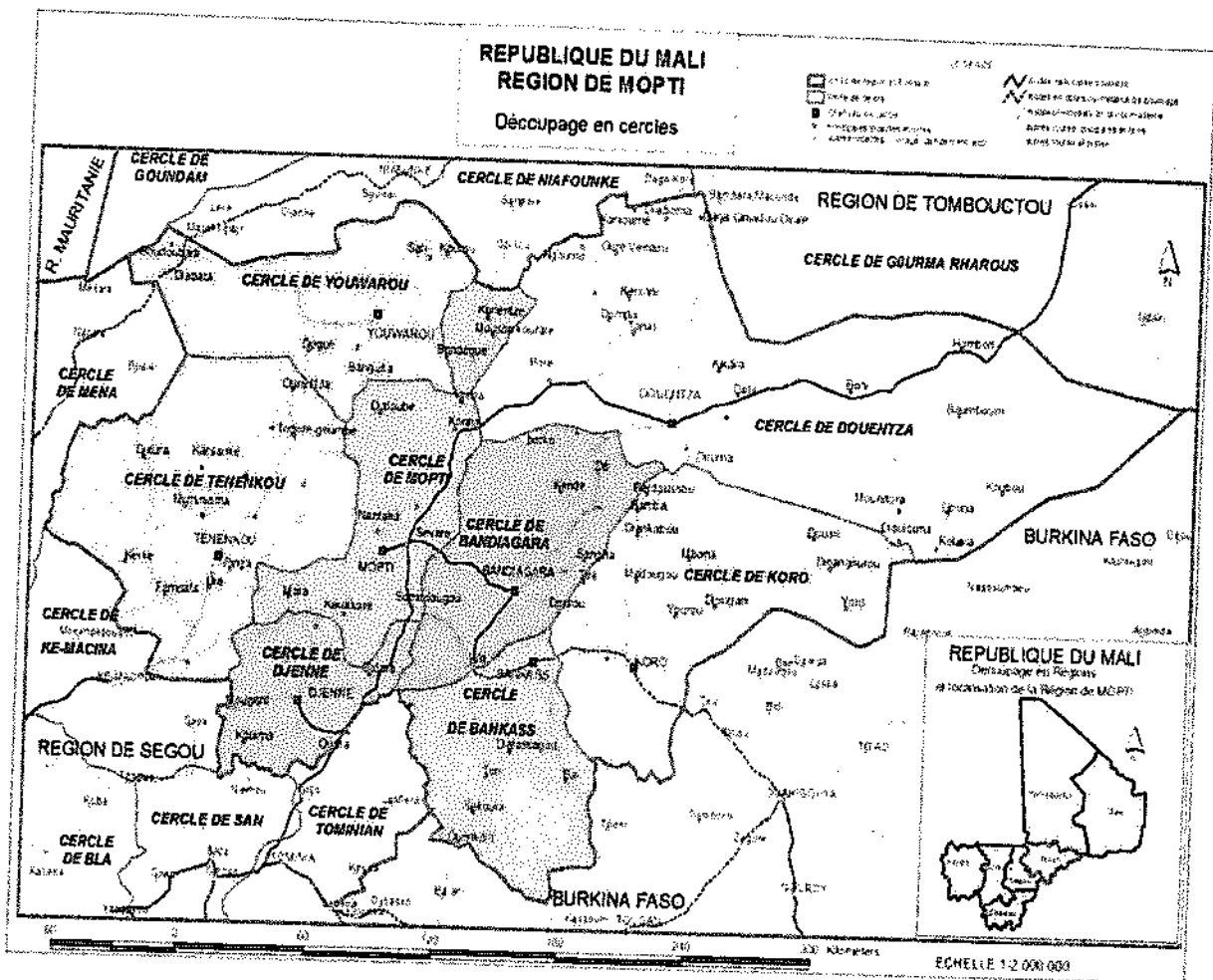
**Fernandez Oscar FARVACO**

Signature

Dated/Neuf

I. Contexte de consolidation de la paix et justification pour l'appui de PBF (4 pages max)

a) Un résumé succinct de l'analyse des conflits et le lien entre les conclusions de l'analyse et le projet. Comment le projet compte -il répondre aux causes structurelles et facteurs principaux de tensions / conflits ? Fournissez une analyse des acteurs clefs et parties prenantes principales qui ont un impact ou sont touchés par les facteurs principaux de tensions auxquels le projet va répondre. Cette analyse doit être sensible aux questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes.



Aperçu de la situation

La République du Mali se trouve depuis 2012 dans une situation de crise politico-sécuritaire profonde caractérisée par l'émergence de groupes armés djihadistes et indépendantistes dans sa partie Nord. La signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger en juin 2015 a créé un cadre permettant à certains groupes armés du nord, de s'engager pour la paix avec le gouvernement. Mais l'insécurité s'est étendue au centre du pays, notamment dans les régions de Mopti et Ségou, où des groupes djihadistes se sont installés, des bandes armées criminelles, voleurs de bétails ou coupeurs de routes se sont multipliés, et où des conflits intercommunautaires ont ressurgis entraînant des affrontements violents entre différentes communautés (Bambara-Peulhs et Dogon-Peulhs etc.). Ces affrontements sur fond d'un affaiblissement de la gouvernance dans le centre ont

favorisé l'émergence de groupes armés d'autodéfense à caractère ethnique et communautaire motivés par des perceptions d'injustice, la défense d'intérêts sociaux et économiques ou d'une identité considérée comme menacée. La détérioration de la situation dans ces régions a incité une partie de la population, en particulier les jeunes, à chercher justice et sécurité auprès d'acteurs non étatiques<sup>1</sup>. Ainsi les jeunes sont à la fois à risque d'adhésion aux groupes djihadistes ou dans le besoin de contribuer à la protection et la sécurité de leurs bases communautaires à travers une participation dans les groupes ou milices d'autodéfenses. Des ambitions personnelles ou économiques sont aussi souvent à l'origine de l'engagement des jeunes dans ces différents groupes et mouvements armés. Cela a contribué à l'explosion et à la propagation de la violence, et la criminalité affectant toute la zone du centre qui est devenue un facteur d'instabilité pour l'ensemble du pays et un obstacle à la consolidation de la paix. Dans ce contexte d'extrémisme violent ou de terrorisme, les violations des droits humains des filles et des femmes sont légion : viols, rapt, mariage forcé, limitation de la mobilité, destruction des moyens d'existence, difficulté d'accès aux services sociaux de base, plus particulièrement la santé et l'éducation. La dislocation familiale qui survient en cas de conflit accroît les responsabilités familiales des femmes qui doivent assumer, seules, les charges du ménage, les époux étant tués ou exilés. Aussi, il est important de noter la situation des filles mariées de force par les djihadistes. Elles deviennent collaboratrices des extrémistes violents par la force des choses.

Avec l'un des taux de croissance démographique les plus élevés d'Afrique (3,6%), le Mali est confronté à de nombreux défis pour évoluer vers un pays stable, en pleine reprise et plus pacifique, susceptible de procurer des bénéfices tangibles à sa population. Parmi ces défis, les faibles possibilités d'emploi pour les jeunes, qui représentent 60% de la population, contribuent à la détérioration du climat social : près de 40% des 15-24 ans sont inactifs (44,7% pour les jeunes femmes, 33,2% pour les jeunes hommes)<sup>2</sup>. Le taux de chômage parmi les 15-39 ans est deux fois plus élevé que celui des 40-60 ans, avec d'importantes disparités en termes de genre et ne tenant pas compte de la précarité des emplois occupés. Dans la région de Mopti, les statistiques officielles recensent 28% d'inactifs pour le 15-24 ans, soit près de 50% de plus que pour l'ensemble de la population active (19% pour les 15-64 ans). Le manque d'opportunité de revenus à Mopti se manifeste par un recours beaucoup plus important à la pluriactivité, soit l'obligation de combiner plusieurs activités génératrices de revenu, essentiellement dans le secteur informel. Majoritaires dans le développement des activités économiques informelles, les femmes font preuve d'ingéniosité pour multiplier les sources de revenus et assurer les besoins de la maisonnée ; souvent, les mamans recourent au service de leurs filles dans la diversification des activités et ceci n'est pas sans conséquence sur la scolarisation des filles et sur les chances d'accéder aux opportunités de formation pour un emploi mieux rémunéré.

Le chômage des jeunes résulte de plusieurs facteurs notamment du fait de l'inadéquation entre les formations professionnelles dispensées, les besoins réels du marché du travail, la disponibilité des emplois, l'étroitesse du marché national, et la faiblesse ou le manque d'information sur l'emploi. Il est important de souligner, qu'en plus du constat relatif à l'inadéquation entre offre et besoin d'emplois, du faible niveau de scolarisation qui affecte l'aptitude des jeunes à rechercher et accéder à des formations, il existe des stéréotypes liés aux rôles de genre qui affectent le choix des jeunes filles, femmes ou garçon: les métiers dits « masculins » et les métiers dits « féminins » conduisent les filles à demeurer dans des secteurs très absorbants, peu productifs absorbants, même si ceci contribue à l'auto-emploi. Aussi, lorsque ces jeunes ont des ambitions pour embrasser des métiers qui révisent la division sexuelle du travail et transforment les rôles et relations de pouvoir, on constate que la pauvreté des parents, l'incapacité des jeunes filles et garçons à couvrir les frais de formation et les discours décourageant du cercle familial constituent de sérieux blocages à la réalisation de ce rêve.

---

<sup>1</sup>SIPRI, « Les questions de sécurité dans la société civile malienne : une nouvelle perspective ». *SIPRI Insights on Peace and Security*, No. 2017/2 July 2017. Ceci est également relevé par OCHA dans le Profil Humanitaire de la Région de Mopti de fin 2017: « Le développement des opportunités d'emplois des jeunes pour les préserver contre l'enrôlement au sein des groupes armés et le risque de radicalisation est un atout pour relever les défis de sécurité et de pauvreté et de conflits ».

<sup>2</sup> INSTAT, EMOP 2017-2018



## *Analyse du conflit*

La crise de Janvier 2012 fut l'effet déclencheur de l'instabilité sécuritaire au centre du Mali (Région de Mopti). Cependant, celle-ci trouve ses origines dans des facteurs plus profonds parmi lesquels figurent d'une part la marginalisation liée à la faiblesse des capacités de l'Etat et la mauvaise gouvernance et d'autre part la récession économique liée à l'effondrement des secteurs clés, notamment le tourisme, l'agropastoralisme, en plus de la montée d'un sentiment d'injustice etc.<sup>3</sup>. Les causes de la crise au centre sont ainsi profondément enracinées dans une histoire de marginalisation de certains territoires, de mauvaise gouvernance, de corruption, de problèmes de développement. Il est possible de mettre en évidence trois causes profondes principales à la situation conflictuelle complexe dans la région de Mopti :

- (i) **La faiblesse des capacités de l'Etat et la mauvaise gouvernance** se sont manifestées par des pratiques de corruption, des politiques discriminatoires envers certains groupes ethniques, et l'incapacité à fournir les services sociaux de base<sup>4</sup> ou à faire régner la justice de manière impartiale<sup>5</sup>. Ces éléments ont alimenté des griefs et ressentiments profondément ancrés au Nord du Mali depuis l'indépendance, mais également au centre et où les communautés peuhles, qui sont principalement des éleveurs, se sentent discriminées face à la recrudescence du vol de bétails auquel ils font face depuis plusieurs années sans que justice ne soit rendue<sup>6</sup>. En général, comme les femmes, les jeunes sont exclus des instances et processus de prise de décision communautaire ; en effet, les communautés n'ont pas pris conscience de la maturité des jeunes ou des femmes qui s'est construite grâce aux technologies de la communication (télévision, téléphone) et qui les amènent à avoir des aspirations citoyennes en terme de désir de s'exprimer, d'être considérés. La reconnaissance et le respect des droits civiques et politiques des jeunes et des femmes constitue le maillon faible de la gouvernance.
- (ii) **L'absence de vision commune et de valeurs partagées** entre les différentes régions et groupes ethniques, conjuguée à l'incapacité de l'Etat à rassembler les aspirations de ses différentes forces vives, aboutit à une situation où **le contrat social est profondément rompu**. Par conséquent, non seulement certaines communautés au Centre et au Nord ne comptent plus sur l'Etat pour arbitrer et résoudre leurs rivalités (notamment pour l'accès et le partage des ressources naturelles – il est important de relever la difficulté rencontrée par les communautés à assurer une gestion pacifique et concertée des ressources naturelles), mais aussi elles attaquent les symboles de l'autorité de l'Etat et de ses alliés (incluant les Nations Unies et les ONG internationales<sup>7</sup>), alimentées par une méfiance s'adossant notamment sur des abus dans la répression des groupes armés par les forces armées maliennes. Autant la cohésion sociale peut être forte au sein d'une communauté (et entre la communauté et certains groupes armés), autant la méfiance et la rivalité entre

<sup>3</sup>Thiam, A. (Mars 2017), Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée, Centre pour le dialogue humanitaire/Institut du Macina

<sup>4</sup> 55% des écoles sont toujours fermées dans la Région de Mopti

<sup>5</sup> Le Mali occupe actuellement le 175ème rang sur 188 de l'Indice de Développement Humain du PNUD, et se classe 30ème (sur 54) sur l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine.

<sup>6</sup> Voir par exemple Mercy Corps, « 'Nous espérons et nous nous battons' - Les jeunes, les communautés et la violence au Mali », septembre 2017 et Adam Thiam, « Centre du Mali, Enjeux d'une crise négligée », mars 2017, Centre pour le Dialogue Humanitaire et Institut du Macina.

<sup>7</sup>Du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2018, 76 incidents sécuritaires touchant les humanitaires ont été enregistrés dans le Nord et le Centre du pays contre 42 à la même période en 2017, dont 14% à Mopti (OCHA Bulletin humanitaire Mali Mars - avril 2018).

communautés et envers l'Etat se sont aggravés. C'est le cas notamment des Peulhs dans la région de Mopti<sup>8</sup>.

- (iii) Une situation de **pauvreté généralisée et d'insuffisance d'opportunités économiques** au Centre liée à la récession économique au niveau de la région de Mopti qui touche toutes les communautés (Bozos, Peulhs, Dogons, Bambaras etc..). L'incidence de la pauvreté est de 66,2% de la population dans la région de Mopti, deuxième région la plus pauvre du pays (moyenne nationale est 46,8%)<sup>9</sup>. Même si 72% des 15-64 ans disposent d'une activité économique à Mopti, 41,6% de la population active y est obligée de combiner plusieurs activités, soit plus du double de la moyenne nationale (20,2%)<sup>10</sup>. Le taux de croissance du PIB s'est redressé à 5,6%, un des plus fort d'Afrique, ce qui somme toute est considéré comme insuffisant pour réduire la pauvreté et appuyer les quelques 200.000 jeunes entrant chaque année sur le marché de l'emploi. Au centre, les activités économiques traditionnelles (agriculture, pêche, élevage<sup>11</sup>) pâtissent depuis les années 1970 et 1980 de famines récurrentes et subissent de plein fouet les conséquences du changement climatique. En se superposant à l'effet mécanique d'une croissance démographique forte, ce facteur a renforcé la pression et la compétition sur les ressources naturelles, notamment entre agriculteurs et éleveurs. Le conflit armé au Nord du pays a également significativement réduit les opportunités d'échanges dans une région centrale connue pour être un centre commercial de transit. Par ailleurs, la détérioration de la sécurité au centre a provoqué l'effondrement total du tourisme, activité auparavant lucrative, notamment pour les jeunes en pays dogon, où la profession de guide touristique a totalement disparu. Il est important de relever l'impact du contexte violent sur les chances de transmission du savoir être et du savoir-faire ancestral (agricole, pastoral ou piscicole) aux jeunes par leurs parents. Ainsi, les jeunes se retrouvent désemparés et désœuvrés face aux nouvelles responsabilités imposées par l'absence des parents (tués, exilés, malades ou fatigués); ainsi, l'impossibilité d'apprentissage d'un métier les expose aux slogans djihadistes. Les faibles possibilités d'emploi pour les jeunes, qui représentent 60% de la population dont plus de 50% sont sans emploi, contribuent à la détérioration du climat social<sup>12</sup>.

Le démarrage par la communauté internationale de plusieurs projets à impact rapide en appui aux efforts gouvernementaux de restauration de la stabilité au centre du Mali (voir plus bas) est manifestement un pas dans la bonne direction en réponse à ces défis majeurs. Les consultations effectuées dans le cadre de l'identification du présent projet ont cependant mis en évidence un risque important de manque de cohérence entre ces initiatives, pouvant aboutir à des superpositions ou duplications. En ce qui concerne les projets à caractère économique et centrés sur l'emploi, les approches sont souvent focalisées sur les aspects économiques sans réflexion approfondie sur le rôle positif que les jeunes peuvent jouer dans la société, ni sur le renforcement de leurs capacités sociales et politiques au-delà des compétences professionnelles.

### *Dynamique de conflit et analyse des parties prenantes*

---

<sup>8</sup> Pour citer une étude récente de Mercy Corps sur les aspirations des jeunes au Mali, « la longue histoire de tensions ethniques à Mopti est étroitement liée à la perception toute aussi ancienne des Peulhs, qu'ils sont victimes de discrimination de la part des autorités et des autres groupes ethniques. Bien que les conflits intercommunautaires soient un problème à Mopti depuis de longues années (conflits largement basés sur la concurrence pour les ressources), les événements nationaux récents viennent compliquer cette dynamique de conflits déjà complexe. Plus précisément, les interventions de l'État et de l'armée malienne ont été accompagnées d'accusations provenant d'observateurs extérieurs de graves violations des droits de l'Homme contre la population Peulh, y compris des rapports que l'armée a arrêté des Peulhs de manière arbitraire, sous prétexte d'une supposée adhésion à la Katiba du Macina, avant de les transférer à une prison à Bamako. »

<sup>9</sup> INSTAT, EMOP 2016

<sup>10</sup> INSTAT, EMOP 2017-2018

<sup>11</sup> Qui occupent 87% de la population malienne dans son ensemble.

<sup>12</sup> Suivant une enquête récente réalisée par SIPRI auprès de représentants de la société civile malienne, 96 pour cent des répondants de la zone Centre considèrent le chômage comme l'une des sources les plus importantes d'insécurité et 93 pour cent le problème de la pauvreté comme très important. SIPRI (2017). Les questions de sécurité dans la société civile malienne : une nouvelle perspective. SIPRI Insights on Peace and Security, No. 2017/2 July 2017

La vocation du Centre du Mali (et en particulier de la région de Mopti) comme point de suture entre le Nord et le Sud ne s'est jamais démentie, tant dans l'histoire que dans l'actualité. C'est en effet une zone qui constitue un continuum écologique, économique, sociologique et culturel. Il est hélas évident que ce point de suture est en train de devenir un point de rupture, en raison d'abord de l'onde de choc des rébellions successives du Nord malien, et aujourd'hui à cause de l'insécurité qui frappe le Centre du fait du mouvement djihadiste Ansar Dine, dont la katibat Macina est une unité combattante.

Le risque est de plus en plus prégnant que les turbulences du Centre viennent couper le pays en deux, ce qui pourrait remettre à l'ordre du jour la question de l'indépendance de l'«Azawad» (le Nord du Mali) tout en maintenant dans le Centre une situation d'insécurité propice à toutes les dérives et à tous les calculs.

La Région de Mopti est ainsi l'un des grands foyers de conflits communautaires au Mali. Ce contexte est exacerbé par les conséquences de la crise de 2012. On assiste à une profonde modification du tissu social et à l'effritement des valeurs sociétales en termes de cohabitation pacifique et de gestion des conflits au niveau communautaire. Les populations sont ainsi soumises à la loi du plus fort engendrant de nouvelles tensions et rendant difficile la résolution des conflits intercommunautaires, jadis réglés par les us et coutumes et la législation de l'Etat. Depuis 2012, au moins 112 cas de conflits liés aux fonciers et à l'accès aux ressources naturelles sont répertoriés dans la région de Mopti ; ayant entraîné entre autres des pertes en vie humaine et des biens, l'effritement et la rupture de liens sociaux entre les belligérants (mariage, baptême, funérailles etc.), des suspicions, des suspensions de certaines terres de culture et de pêche, l'exode et la migration illicites des jeunes et l'exacerbation de la paupérisation.

A la « question touareg », qui a longtemps focalisé l'attention des autorités maliennes, et continue de le faire, et qui n'a pas été entièrement résolue depuis, s'ajoute le constat qu'un djihadisme à visage peulh est bel et bien ce qu'Ansar Dine essaye de promouvoir à travers la création de la katibat Macina. Les conséquences en sont les suivantes : la communauté peulhe commence à avoir des rapports tendus avec ses voisins (dogons ou bambaras) dans certaines localités du Centre ; des éléments et représentants peulhs dénoncent de plus en plus une stigmatisation de leur communauté, basée sur des raccourcis et des amalgames ; au moment où des Peulhs innocents sont mis à l'index, des porte-paroles de leur communauté soutiennent que les djihadistes se recrutent dans toutes les ethnies et toutes les communautés ; la « cause » peulhe peut servir de prétexte à des groupes armés cherchant plus de légitimité ou de combattants.

L'État et ses principaux partenaires doivent reconsidérer la question de la Région de Mopti sur de nombreux plans (sécuritaires, humanitaires, de développement et du processus de paix), en tenant compte des positions, intérêts et des potentialités des différentes parties prenantes, et en valorisant le rôle de connecteurs/agents de paix de certains d'entre eux :

<p><b>Les jeunes</b></p>	<p>Près de 54 % de la population malienne a moins de 18 ans. Les attentes des jeunes à Mopti sont simples : trouver un travail, s'insérer dans la société, vivre dignement. Depuis 2015, de nombreuses écoles ont fermé du fait de l'insécurité (464 écoles fermées en mai 2018, soit plus de 63% des 735 écoles fermées dans tout le pays, se trouvent dans la région de Mopti<sup>13</sup>) et les jeunes femmes et hommes restent encore en marge des processus de décision et de consolidation de la paix. Au-delà des facteurs socio-économiques qui affectent leur participation active et leur autonomisation (voir ci-dessous), les jeunes de Mopti ne sont que rarement appelés à donner leur avis et contribuer à la mise en œuvre des politiques, programmes et projets. Les dimensions géographiques et socio-culturelles sont aussi des facteurs expliquant l'exclusion des jeunes comme acteurs de changement. Les jeunes représentent une couche assez vulnérable à l'extrémisme violent et à la violence armée compte tenu de leur statut politique, social et économique. A tous ces niveaux, les jeunes ne sont pas ou très peu entendus ou pris en compte dans les prises de décisions qui les concernent. Ceci constitue une des raisons qui expliquent leur forte représentation dans les rangs des groupes armés de toute obédience.</p>
--------------------------	--

<sup>13</sup> Sous-cluster Education, mai 2018

	<p>Même si jusqu'à présent les jeunes femmes, de façon générale, ne participent pas directement à la violence armée inter-communautaire ou extrémiste dans la région de Mopti, elles occupent néanmoins différents rôles dans ces conflits : les jeunes femmes sont tout d'abord touchées par la violence armée, soit directement par la violence physique et le vol ou destruction de biens, soit indirectement par l'insécurité qui les empêche de poursuivre leurs activités économiques ou de fréquenter les écoles. De par leur statut social et économique, les jeunes femmes sont plus faiblement représentées que les jeunes hommes dans les instances de prise de décisions et mécanismes de règlement des conflits à tous les niveaux.</p> <p>Les jeunes hommes et femmes constituent <u>une force de persuasion significative à valoriser pour apaiser les tensions dans la région de Mopti et dissuader le recours à la violence armée, s'ils sont correctement entendus et considérés dans les processus communautaires</u>. Correctement valorisés, ils peuvent jouer un rôle de connecteurs entre/avec différentes parties au conflit (communautés ethniques, groupes d'autodéfense, etc).</p>
<b>ONG et société civile, y inclus associations de femme et de jeunes</b>	<p>Il y a une société civile qui est active avec un niveau minimum d'organisation et dont l'implication dans les questions en lien avec l'emploi des jeunes et la sécurité se heurte à plusieurs obstacles et limites. Par ses actions d'accompagnement et soutien aux populations en termes de prestations de services sociaux de base, de développement et d'assistance humanitaire, elle contribue à la stabilisation souvent en substitution même de l'Etat. La société civile n'a pas forcément tous les outils et l'espace pour influencer les prises de décisions concernant les questions de développement, sécurité y compris l'emploi des jeunes ou de droits de la femme. Avec la dégradation de la situation sécuritaire son champ d'action est de plus en plus limité. Bien que présentes au sein de la société civile de la région, les organisations des jeunes et des femmes ont moins de poids dans la prise de décisions qu'au niveau national. Malgré tout <u>elles restent essentielles comme partenaires pour ce projet en raison de leur ancrage, légitimité et neutralité plus importante que l'Etat malien, et leur accès aux groupes bénéficiaires, permettant une mobilisation positive de tous les jeunes hommes et femmes pour la paix</u>. A titre d'exemple, des groupements et associations de femmes et de filles sont impliqués dans la prévention et la résolution de conflits. Dans les cas de paix qui sont des espaces de sensibilisation et de partage d'informations, de dialogue et de discussion gérées par des associations de femmes telles que la CAFO, les femmes contribuent à la prévention des tensions sociales et la résolution des conflits communautaires. Les organisations à base communautaire sont des acteurs de paix sur lesquels une dynamique positive peut s'engager.</p>
<b>Les groupes terroristes, radicaux et criminels</b>	<p>Citons le groupe terroriste Peulh / Fulani du Front de libération de Macina, membre du JNIM, et principal acteur de la radicalisation en pleine expansion dans le centre du Mali. L'évolution de son discours et son agenda djihadiste a fait dépasser le niveau régional et national pour viser le niveau global de lutte contre l'Occident. S'ajoutent d'autres acteurs criminels ayant un effet important sur la sécurité, la crise, notamment à travers les embuscades de convois et le vaste trafic d'armes, de drogues et de migrants. Ces groupes ont adapté leurs stratégies opérationnelles à la montée en puissance des opérations militaires et partagent avec certains groupes ethniques, mais pour des raisons différentes (liées au djihadisme, à l'appât du gain, ou à l'injustice), leur opposition aux signes et représentations de l'Etat.</p>
<b>Groupes ethniques</b>	<p>Les principaux groupes ethniques dans la Région de Mopti sont les Dogon, Bambara (groupe le plus important au Mali) et Peulh / Fulani (ethnie, minorité originellement nomade). Les tensions entre agriculteurs et éleveurs alimentent les rivalités intercommunautaires entre ces groupes. Il y a un sentiment d'injustice au sein de la communauté Peulhs dans l'accès aux ressources, et de discrimination par l'Etat, qui peut alimenter le conflit. Les Bambaras sont plus considérés par les Peulhs comme des alliés du gouvernement, bénéficiant d'un régime de faveur.</p>
<b>Groupes d'autodéfense communautaires</b>	<p>L'insécurité et l'injustice ressentie a facilité l'émergence de groupes tels que les groupes d'autodéfense Dogon et Peulh dans la région de Mopti, avec une influence localisée mais inquiétante. Ils ont un lien fort avec leur communauté d'origine, et partagent les mêmes revendications et frustrations que leur communauté de référence.</p>
<b>Administrations locales</b>	<p>Les gouverneurs, préfets et sous-préfets sont des acteurs importants, même si leur présence a diminué au centre du Mali en raison de l'insécurité. En tant que représentants de l'Etat de proximité, ils peuvent jouer un rôle majeur dans le rétablissement de la confiance entre les parties prenantes, notamment en contribuant à redéployer prudemment certains services de base, et en faisant preuve d'équité dans l'octroi des ressources et dans l'exercice de la justice. Cependant, une réponse essentiellement sécuritaire à la crise ne permettrait pas d'adresser les causes profondes et pourrait contribuer à alimenter le conflit. La restauration de l'autorité de l'Etat doit donc se faire dans une logique de prévention de conflits, d'approche participative et de recherche de solutions consensuelles.</p>
<b>Le gouvernement malien</b>	<p>Le gouvernement souffre d'une faible capacité structurelle renforcée par de remaniements fréquents. Actuellement en plein préparatif des élections, il peine à apporter des réponses satisfaisantes aux problèmes structurels, à restaurer l'offre de services de base et à arbitrer de manière impartiale les conflits entre communautés, notamment liés à l'accès aux ressources</p>

	naturelles. La restauration de la confiance passe par un rétablissement courageux de certains services, avec le soutien de la communauté internationale, et par un dialogue franc entre les administrations locales et les communautés.
<b>Acteurs humanitaires et de développement</b>	Les agences des Nations Unies, les agences régionales et d'autres partenaires bilatéraux ou multilatéraux jouent un rôle clé, mais leurs activités sont entravées par l'insécurité latente, notamment dans le centre et le nord du Mali. Ils ont mis en avant diverses initiatives régionales telles que la Stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) et l'Alliance pour le Sahel. L'incapacité à déployer leur programme pour cause d'insécurité est un risque réel qui pourrait alimenter un enlèvement de la situation. Basée sur une connaissance du contexte (à travers des partenaires nationaux respectés) et une analyse du conflit rigoureuse, l'assistance internationale peut avoir un impact positif sur la dynamique de conflit, si elle est bien coordonnée et n'exacerbe pas de manière involontaire d'autres facteurs de conflit (do no harm). La proximité avec le gouvernement de certains acteurs de développement est cependant un point de méfiance vis-à-vis de certaines communautés, mais les acteurs internationaux peuvent au contraire par leur action, contribuer à rétablir petit à petit un climat confiance avec l'Etat.
<b>Les forces de sécurité</b>	Parmi les différents acteurs, les forces de défense et de sécurité maliennes (FAMA) sont des acteurs importants, mais qui manquent souvent de confiance et de soutien de la population dans la région de Mopti. Le déploiement de la coalition des forces conjointes G5-Sahel, chargée d'engager des opérations contre les groupes terroristes et criminels dans le centre du Mali, risque d'être cible principale des actions terroristes dans la zone.

### *L'emploi et la participation des jeunes comme porte d'entrée*

Le manque de perspectives et d'opportunités économiques pour les jeunes, ainsi que leur participation limitée aux prises de décision, sont les **points d'entrées proposés pour le présent projet**. Il se base sur le postulat a priori que l'épanouissement économique des jeunes, s'il est également couplé avec un renforcement de la participation des jeunes, et leur épanouissement social et « politique » au sein des communautés, est à même de réduire l'implication de certains d'entre eux dans la violence armée et peut être un facteur de stabilité et de pacification au Mali. La création d'emploi et la stabilisation sont des priorités importantes du gouvernement. Le projet est ancré dans un processus de recherche-action conjointe sur le lien entre les programmes d'emploi et la consolidation de la paix, initié depuis 2016 par l'OIT, le PNUD, PBSO et la Banque Mondiale<sup>14</sup>, et dans un processus de mise en œuvre des résolutions 2250 et 2419 du Conseil de Sécurité (Jeunesse, Paix et Sécurité).

Il existe de **nombreuses initiatives** visant à promouvoir le rôle des jeunes dans la communauté, et à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes au Mali. Plusieurs acteurs institutionnels (Agence nationale de promotion de l'emploi ANPE, Agence pour la promotion de l'emploi des jeunes APEJ, Directions régionales du développement social, Jeunesse, Emploi, etc.), des agences des Nations Unies (PNUD, HCR, FAO, BIT, ONU FEMMES, UNICEF), des organisations internationales (CICR), des ONG internationales (Swiss Contact, Mercy Corps, etc), des ONG nationales etc. contribuent à cet effort. Cependant, une plus grande cohérence et une meilleure coordination sont nécessaires entre ces acteurs et entre les interventions humanitaires, de stabilisation et de développement parfois superposées ou utilisant des modalités différentes. Le projet pilote, s'inspirant de ces expériences, ancrera les bonnes pratiques et s'appuiera sur les succès, de manière à intensifier les résultats positifs.

Au Mali comme dans d'autres contextes soumis à l'extrémisme violent, un ensemble complexe de facteurs peuvent être évoqués pour motiver l'implication d'une minorité de jeunes dans les groupes armés. Au niveau régional, une étude du PNUD sur l'extrémisme violent (Journey to Extremism, 2017) a mis en évidence le manque de confiance dans le gouvernement, la violence par les forces de sécurité et l'exclusion, et la recherche d'identité, comme facteurs de radicalisation, en plus du facteur chômage.

<sup>14</sup> Cette recherche a mis en évidence différentes théories de changement possible selon lesquelles les programmes d'emploi (et a fortiori d'emploi des jeunes) peuvent impacter sur la pacification, sécurisation et consolidation de la paix. Cependant, elle conclut également qu'il n'y a pas suffisamment de preuve pour conclure sur l'existence réelle de cet impact. L'impact de politiques et programmes de promotion d'emploi sur la paix reste un domaine sur lequel des recherches complémentaires sont nécessaires. Plus de détails sur cette recherche sont accessibles ici : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/poverty-reduction/employment-programmes-and-peace.html>

Les raisons poussant une minorité de jeunes à rejoindre des groupes violents sont complexes et demandent une réponse holistique, comme le met en avant le dernier rapport global du PNUD sur Jeunesse et Extrémisme Violent (Frontlines, Juin 2018<sup>15</sup>). Plusieurs études qualitatives se consacrant au Centre du Mali évoque des facteurs divers : manque de perspective, pauvreté, injustice, défense des intérêts de la communauté, quête identitaire, rigidité des structures sociales, etc<sup>16</sup>. Pour ces raisons, la recherche de solutions implique d'abord d'appréhender le phénomène dans toute sa complexité. Cet exercice doit reposer sur une analyse détaillée des réalités *locales* à l'origine de l'engagement des jeunes et de leurs aspirations et contraintes, en incluant également une analyse de marché permettant d'identifier les opportunités d'emploi stable et valorisant<sup>17</sup>, et en élargissant le débat de la création d'emploi vers la promotion de l'insertion économique des jeunes<sup>18</sup>.

Les agences impliquées dans le projet reconnaissent que la création d'emplois pour les jeunes ne constitue pas une panacée universelle pour réduire les tensions et consolider la paix au Mali. Cependant, elles souhaitent profiter de ce projet pilote pour collecter des données rigoureuses sur ce lien possible en vue de valider (ou adapter) les stratégies d'insertion économique des jeunes offrant les meilleures perspectives de contribuer efficacement à la consolidation de la paix dans le contexte spécifique de la Région de Mopti. C'est notamment pour cela que le projet intègre une fenêtre d'innovation permettant aux jeunes de proposer, et mettre en œuvre, leurs propres solutions<sup>19</sup>. Comme suggéré par certaines analyses sur la situation du centre du Mali<sup>20</sup>, il s'agira donc de réfléchir à une stratégie de développement qui intègre les différentes problématiques qui influent sur les dynamiques de conflit dans cet espace : marginalisation de la jeunesse, absence de débouchés pour la production pastorale, cohabitation des modes de production pastoraux et agricoles, mais aussi les questions de gouvernance et de cohésion sociale mises en évidence comme causes profondes du conflit.

### *Dynamique genre*

Sur le plan socio-politique, dans la société malienne et singulièrement dans les zones du centre du Mali, les us et coutumes jouent en défaveur de l'implication des femmes dans les résolutions des conflits de façon officielle, bien qu'il soit connu de tous que les décisions prises par les hommes ont aussi une connotation des femmes. Les femmes sont beaucoup plus absentes dans les instances de prise de décisions à tous les niveaux. En effet, la construction sociale contribue à écarter les femmes des sphères du pouvoir et du processus de prise de décision politique, limitant ainsi leur implication dans la vie citoyenne et sociale du pays. En dépit de la mise en place de certaines mesures en faveur d'une représentativité accrue des femmes au sein de la fonction publique, des institutions et des postes électifs, celles-ci restent largement sous-représentées dans les sphères décisionnelles. La pauvreté, le manque d'autonomie financière de la majorité des femmes et leur accès restreint à l'éducation, à l'emploi, aux moyens de production sont aussi des obstacles cumulés qui les empêchent de pleinement jouer leur rôle dans la gestion des conflits et même dans le développement du pays. Néanmoins les femmes exercent une influence auprès des jeunes garçons et des hommes dans leur prise de décisions de s'engager dans la violence armée que ce soit pour des raisons idéologiques que communautaires.

Sur le plan économique, l'élevage, la pêche et l'agriculture sont les principaux secteurs dans la région de Mopti. Généralement, les femmes ont très peu de pouvoir et d'accès aux ressources économiques. Le bétail et les terres appartiennent aux hommes, alors que les femmes s'occupent de la vente du lait ou du poisson. Une partie des recettes est utilisée par les femmes pour se procurer des produits de

---

<sup>15</sup>voir [www.youth4peace.info/node/305](http://www.youth4peace.info/node/305)

<sup>16</sup>Voir notamment ISS - Institut d'études de sécurité (Août 2016), Jeunes « djihadistes » au Mali, guidés par la foi ou par les circonstances ? Note d'analyse 89 et Mercy Corps: « Nous espérons et nous nous battons » : Les Jeunes, Les Communautés Et La Violence Au Mali. 2017.

<sup>17</sup> Comme relevé par l'étude de Mercy Corps 2017

<sup>18</sup>Comme évoqué dans : « The Missing Peace: Independent Progress Study on Youth, Peace and Security », 2018

<sup>19</sup> Et de ce fait, donner libre court à l'imagination des jeunes, dans un contexte d'opportunités réduites d'emploi formel ou l'entreprenariat est souvent une option par défaut. Cf progressstudy WPS, 2018.

<sup>20</sup>Thiam, A. (Mars 2017), Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée, Centre pour le dialogue humanitaire/Institut du Macina

premières nécessités et le reste est remis à l'époux. Cependant, on peut relever que les femmes exercent un certain contrôle sur les ressources liées aux activités réalisées dans l'espace privé ou domestique. Il est possible que la femme puisse faire l'élevage de petits ruminants, de la volaille qu'elle peut vendre sur les marchés locaux et hebdomadaires. Concernant les terres cultivables dont les propriétaires sont les hommes, des petites parcelles sont octroyées aux femmes à titre provisoire pour exploitation. Ces parcelles devenues plus fertiles sont par la suite récupérées par les hommes en échange forcé d'autres parcelles moins fertiles ou exploitables. Dans ces zones, les femmes sont aussi engagées dans des petites activités commerciales car elles sont les plus à fréquenter les foires hebdomadaires dans ces localités. Toutes ces activités ne permettent pas d'assurer une autonomie économique durable pour les femmes. D'une manière insidieuse, la production ou les revenus des femmes sont souvent investies dans la subsistance de la famille et il est difficile pour les femmes de constituer de l'épargne. Le statut des femmes (veuve, mariée, divorcée, célibataire), la maternité (nombre et âge des enfants) et le type de ménage (monogame ou polygame) au sein duquel elles vivent influent sur leur habilité à construire leur autonomie financière.

Ajoutés aux facteurs socio-économiques qui affectent leur épanouissement, ces éléments placent les femmes dans une situation de vulnérabilité accrue face aux conflits et à la violence locale. Des dynamiques inégalitaires se superposent au niveau micro (cellule familiale et communauté) et macro (pays, région) et se concrétisent en un faible accès et contrôle de ressources, une faible autonomie reproductive (la prise de décision sur la santé de reproduction), l'encadrement et l'éducation des enfants, la gestion du ménage et la communauté. Il faut toutefois souligner que le contexte évolue dans le sens de plus en plus favorable pour remédier à cette situation. La stratégie nationale et le plan d'actions pour le développement de la microfinance (2008-2012) ont notamment été élaborés pour renforcer l'accès des femmes aux services financiers, grâce à une offre adaptée aux milieux urbain et rural, aux AGR et aux PME. Plusieurs projets financés par les partenaires du Mali ont également vu le jour pour promouvoir l'entrepreneuriat féminin dans plusieurs secteurs économiques. Des banques ont également mis en place des programmes dans le même sens avec des conditions plus allégées.

Les femmes et les hommes ont différents rôles liés au genre dans le conflit malien (en tant que combattants, associés à des combattants, victimes, médiateurs de paix, etc.). Même si les femmes ont un pouvoir de décision formel très limité, elles peuvent avoir parfois le pouvoir d'influencer leurs fils, leurs frères et leurs maris. Une étude réalisée par ONU FEMMES montre qu'une fois le conflit en place, l'influence des femmes est beaucoup plus grande que celle des hommes concernant la décision de continuer à se battre (55% contre 35%) et de quitter les combats (70% contre seulement 20%)<sup>21</sup>.

Les groupements ou associations ont été des voies de participation citoyenne pour les femmes et les jeunes. En effet, en dépit du fait que les femmes ont une voix limitée dans l'espace public, elles s'organisent en associations au niveau local. Ces organisations servent toutes sortes d'objectifs différents, allant de l'aide économique aux groupes privés de leurs droits, en passant par la protestation politique. Les femmes activistes travaillent depuis de nombreuses années à réformer le droit de la famille, avec des efforts récents pour proposer une loi contre la violence basée sur le genre. Le niveau et degré de participation des femmes dans les instances et processus de décision et de gestion communautaire sont tributaires de leur niveau d'instruction, de leurs responsabilités familiales (jeunes femmes avec enfants mineures très limitées) et aussi de la personnalité des leaders communautaires qui peuvent consulter ou associer les femmes dans les décisions.. En vue de soutenir la participation des jeunes femmes, il est souhaitable de promouvoir la « masculinité positive et responsable » en agissant à la fois sur les perceptions des hommes et des femmes pour provoquer une révision de la division sexuelle du travail au sein du ménage.

- b) *Une description brève pour expliquer comment le projet est en phase / appuie les cadres stratégiques du Gouvernement et des Nations Unies, et comment le projet promeut l'appropriation nationale. Décrire comment les composantes sont complémentaires d'autres*

---

<sup>21</sup>ONU-Femmes (2016), Les femmes et les filles dans le conflit au Mali : analyse factuelle et recommandations, pour une paix durable.

*interventions dans ce secteur d'intervention / zone géographique, y compris les leçons apprises d'ancien appui du PBF (ou autre).*

Le présent projet se concentrera sur la Région de Mopti, objet d'interventions renforcées par de nombreux acteurs. Conscients du risque de dérapage de la situation sécuritaire dans le centre du pays, région « tampon » entre le Nord en conflit et les zones du Sud et autour de Bamako, les autorités maliennes et la communauté internationale ont augmenté l'intensité de leurs interventions dans le Centre dès 2017. La présence sécuritaire s'est accrue, avec un renforcement de forces de la MINUSMA, la force conjointe G5-Sahel, Barkhane et les Forces Armées du Mali (FAMA). Pour appuyer le PSIRC, plan du gouvernement visant à sécuriser le centre du pays, la MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies ont lancé plusieurs projets à impact rapide pour promouvoir la cohésion sociale et soutenir le retour de l'autorité publique, le redressement économique et la fourniture de services sociaux de base<sup>22</sup>.

D'autres projets d'envergure sont en cours ou en démarrage dans la zone, comme le PROJES (Projet Jeunesse et Stabilisation), d'un montant de 30 millions d'euros financé par l'Union Européenne et mis en œuvre par la GIZ, ainsi que l'extension du programme de filets de sécurité sociaux JigiSéméJiri mis en œuvre par l'unité de gestion Filets Sociaux au sein du Ministère des Finances, appuyé par la Banque Mondiale. Le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations Unies a également augmenté son enveloppe de 10 millions de dollars pour promouvoir la réconciliation, autonomiser les femmes et les jeunes et prévenir les conflits dans les régions de Ségou et de Mopti. Le projet « Emplois jeunes pour la paix » s'inscrit dans cette logique et tissera des liens étroits de complémentarité géographique et thématique avec ces différentes initiatives. Il assurera une coordination étroite avec eux, en commençant par les projets en cours de démarrage sur financement du PBF dans la région<sup>23</sup>, ainsi que JigiSéméJiri, pour lequel des discussions avancées ont été menées avec les équipes techniques de la Banque Mondiale en matière de complémentarité des activités et mise en œuvre d'un cadre commun de mesure de l'efficacité et de l'impact.

Le projet est par ailleurs aligné sur différents cadres ou initiatives nationales, régionales ou globales, notamment :

Stratégies et plans gouvernementaux :

- *Le Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD) 2016-2018.* L'objectif global du CREDD 2016-2018 est de rendre possible la perspective de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici à 2030, en se fondant sur les potentialités et les capacités de résilience pour promouvoir un développement inclusif en faveur de la réduction de la pauvreté et des inégalités dans un Mali apaisé et uni.
- *Le Programme de sécurité intégré pour les régions du centre (PSIRC) :* il s'agit du cadre d'intervention de référence des autorités régionales pour la stabilisation et sécurisation des zones en conflits ;
- *Le Plan Stratégique de Développement Régional (PSDR) 2011-2020* pour la région de Mopti ;
- *La Politique Nationale de Prévention et de Lutte Contre l'Extrémisme Violent et le Terrorisme 2018 – 2020 (PNPLEVT),* développée sous la coordination du Ministère des Affaires religieuses et du culte. Le projet contribuera à ses composantes 1 (prévention), 4 (réponse) et 5 (Cohésion Sociale) ;
- *La politique nationale genre (PNG 2011) ;*
- *Le Plan d'Action National de la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité (PAN2015-2018).*

---

<sup>22</sup>Rapport du Secrétaire-Général sur la situation au Mali, Conseil de sécurité des Nations Unies, 29 mars 2018. A noter par ailleurs que de nouvelles contributions ont porté le montant du fonds fiduciaire pour la paix et la sécurité au Mali de 45,6 millions de dollars à 62,5 millions de dollars entre septembre et fin décembre 2017.

<sup>23</sup> Notamment le projet « Engager les jeunes à construire des communautés pacifiques au Mali » (YPI) de Mercy Corps, le projet « Responsabilisation des Jeunes et des Femmes pour la Réconciliation Nationale au Mali » de UNESCO, UNICEF et OIM, le projet « Peers for Peace building social cohesion in Mopti and Segou Regions » du PAM, UCR et FAO, ainsi que le projet de « Renforcement de la résilience sécuritaire et de la prévention des conflits intercommunautaires pour la cohésion sociale et la paix dans les Régions de Mopti et Ségou » mis en œuvre par le PNUD et ONU-Femmes.



#### Appui de la communauté internationale au Mali :

- La *Stratégie Intégrée pour le Sahel des Nations Unies* (UNISS) : Elaborée en 2013 et en cours de révision, cette stratégie sous-régionale offre une coupole intégrée pour les interventions de différentes composantes des Nations Unies concourant à la stabilisation du Sahel. Le projet contribuera en particulier aux objectifs stratégiques 1 (gouvernance inclusive et effective) et 3 (interventions intégrées pour construire une résilience de long terme) ;
- *Le Plan cadre intégré des Nations Unies pour l'aide au développement au Mali UNDAF+ 2015-2019* – le projet pourra apporter des contributions à ses quatre différents axes ;
- La stratégie commune genre des Nations - Unies au Mali (2016-2019) ;
- *Le plan régional de stabilisation et de relèvement dans la région de Mopti 2017-2019*, MINUSMA Octobre 2017
- *La Stratégie de consolidation de la Paix pour le Mali*, PBSO
- *L'approche intégrée des Nation-Unies pour la Stabilisation au Mali* (MINUSMA, PNUD, OCHA) : le projet permettra de concrétiser une approche intégrée de paquets d'intervention dans des zones prioritaires, et contribuera à la coordination et harmonisation sectorielle des programmes d'emploi jeunes ;
- *L'initiative autour du port de Konna*, initiative conjointe de plusieurs acteurs, incluant les Nations Unies, la Banque Mondiale et la France, pour la reconstruction et relance des activités du port emblématique détruit en 2013 – le présent projet compte s'intégrer dans cette dynamique et la renforcer ;

#### Stratégies et cadres globaux :

- Agenda Jeunes, Paix et Sécurité des Nations-Unies : Le Conseil de Sécurité a adopté en 2015 la Résolution 2250 sur Jeunes, Paix et Sécurité, la première à reconnaître le rôle positif de la jeunesse dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix, suivie en 2018 d'une nouvelle résolution 2419 renforçant cet élément<sup>24</sup>.
- Agenda « Sustaining Peace » à travers la résolution 2282 de 2016
- Agenda Femmes, Paix et Sécurité, à travers les résolutions pertinentes : 1325 (2000); 1820 (2009); 1888 (2009); 1889 (2010); 1960 (2011); 2106 (2013); 2122 (2013) et 2242 (2015)
- La politique des Nations Unies pour la création d'emplois, génération de revenu et réintégration post-conflit (2009)
- Plan d'action des Nations Unies sur la prévention de l'extrémisme violent (2016)

Pour renforcer l'appropriation nationale, le projet compte s'appuyer sur, et renforcer, des institutions étatiques dans le cadre de leur mandat (notamment l'ANPE, la Direction régionale de l'agriculture, la Direction régionale de la planification et statistiques, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille), les services de l'agriculture sur le plan sectoriel, mais aussi les comités d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement au niveau régional, local et communal), ainsi que des organisations de la société civile nationale (ONG de développement, instituts de recherche, organisation des jeunes et de femmes, organisations communautaires de base). Ces structures seront également cruciales pour assurer la durabilité des interventions.

Le projet "Emplois et jeunes pour la paix" dans la région de Mopti tirera profit des résultats et des leçons apprises des différentes interventions menées par les agences participantes ou par d'autres

---

<sup>24</sup> Cette résolution a demandé la présentation d'une étude de progrès documentant le rôle de la jeunesse et formulant des recommandations. Cette étude a donné une occasion sans précédent d'écouter les jeunes et de découvrir la manière dont chacun œuvrait pour la paix et la sécurité. Les jeunes du monde entier ont dit n'avoir plus ni foi ni confiance en leur gouvernement et en la communauté internationale ni dans des systèmes de gouvernance dont ils se sentaient exclus, ce qui éveillait chez eux un grand sentiment d'injustice. Il faut remédier à cette situation afin de tirer profit de leur contribution à la paix, et de l'encourager, et afin de réaliser le potentiel de 1,8 milliard de jeunes dans le monde. Dans l'étude, il est demandé aux gouvernements et aux acteurs internationaux de procéder à un changement radical et de reconnaître que les jeunes sont « les absents de la paix ». Le Conseil de Sécurité vient d'adopter une seconde résolution Jeunes, Paix et Sécurité (6 Juin 2018), appelant à la mise en œuvre de 2250 et demandant au Secrétaire-General des Nations Unies la préparation d'un rapport d'ici 2020.

acteurs conformément au mandat des Nations Unies au Mali dans le cadre de la recherche d'une paix durable à travers une implication réelle des jeunes en tant qu'acteurs clés du processus en cours.

*Initiatives pertinentes du PNUD* : un projet PNUD / ONUDI financé par le PBF en 2015/2017 et destiné à renforcer les capacités de résilience des femmes et des jeunes à Tombouctou et Gao a permis à plus de 200 jeunes filles et garçons à risque exposés au phénomène de l'extrémisme violent et de la radicalisation de bénéficier de la formation professionnelle et des kits de réinsertion socio-économique dans les domaines de l'électricité, de la maçonnerie, de la mécanique, de la plomberie, de la transformation alimentaire, de la découpe et de la couture. Par ailleurs, la mise en œuvre des projets/programmes par le PNUD en faveur de la promotion économique des jeunes (filles et garçons) et des groupes vulnérables dans les régions du Nord suite à la crise, notamment le projet Conjoint Jeunesse et Résilience (PNUD, FAO, BIT et UNFPA) de 2014 à 2015, celui intitulé « Réinsertion socioéconomique des jeunes à Tombouctou, Mopti et Gao » financé par le Royaume de la Norvège (2016/2018) et le projet « Appui à la sécurité humaine au Nord du Mali en vue du renforcement de la résilience des jeunes et des femmes (PNUD, FAO, BIT, UNFPA, UNICEF, OMS) (2016-2019) financé par les Fonds de sécurité des Nations Unies ont permis de créer 1000 emplois temporaires et plus de 1350 emplois durables à travers la formation par apprentissage des jeunes et leur dotation en kits en vue de leur insertion professionnelle et l'amélioration de leurs revenus dans un contexte marqué par les effets de la crise réduisant ainsi le taux de chômage, l'extrémisme violent des jeunes; en les rendant des acteurs clés de la gouvernance locale; toute chose qui contribue à moyen et long terme à la consolidation de la paix et à la relance économique du pays. Enfin, la construction/réhabilitation et l'équipement des infrastructures socioéducatives, notamment le Camp de Jeunesse de Soufouroulaye à Mopti a contribué à donner un cadre d'apprentissage et de promotion du dialogue social à des milliers de jeunes de toutes les régions du Mali contribuant ainsi au brassage culturel et au renforcement de la citoyenneté conformément à la vision stratégique du gouvernement dans un contexte tension marqué par les conflits inter et intracommunautaire au niveau de la région.

*Initiatives pertinentes de la FAO* : Le projet Jeunesse au Travail : Réduction de la pauvreté rurale (GCP/MLI/040/MUL) financé par le Fond Fiduciaire de Solidarité Africaine (ASTF) à travers la FAO a œuvré en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture pour une durée de deux ans (2014-16) et contribué directement à créer 417 emplois et améliorer 913 dans les filières agroalimentaires attractives pour les jeunes des régions de Kayes et de Mopti. 50 formateurs dont 20 agents techniques de l'état et 78 facilitateurs ont été formés en approche JFFLS (Junior Farmers Fields and Life Schools). Cela a permis d'adapter le modèle Tanzanien dont est inspiré le projet aux réalités du Mali. Le projet s'est surtout axé sur le renforcement des capacités des acteurs, la responsabilisation des services de l'état et des jeunes. Il a apporté une réponse au grand défi qui se pose par rapport à l'apprentissage et l'insertion des jeunes en milieu rural. Dans le cadre de la durabilité du projet et de l'approche JFFLS au Mali, un processus de création d'un cadre de concertation de partenariat institutionnel au niveau national coordonné par le ministère de l'Agriculture dans lequel les Organisations de jeunes et de femmes jouent un rôle important est en cours. L'approche ainsi développée a suscité l'intérêt de plusieurs partenaires et bailleurs de fonds, notamment l'UNHCR et le gouvernement du Grand-duché de Luxembourg. Ce dernier finance actuellement le projet en cours « Contribution à l'insertion professionnelle et au renforcement de la résilience des jeunes en milieu rural dans le centre sud au Mali (Ségou, Sikasso) ».

#### *Initiatives pertinentes d'ONU FEMMES :*

1. Projet sur la promotion du genre et de l'égalité des sexes dans le contexte de conflit au Mali : Les leçons apprises de ce projet ont été la reconnaissance par les communautés du rôle que peut jouer la femme et la fille à apaiser ou à attiser un conflit. L'établissement de cases de la paix des femmes a permis de créer des espaces propres aux femmes et aux filles pour discuter des problèmes de conflit et trouver des solutions pour une paix durable et un environnement social apaisé. Du fait que les femmes ont eu cet espace de dialogue et d'interpellation dédié à la paix et la cohésion sociale, elles ont pu interpellé les responsables des protagonistes de l'heure à un moment où des tensions existaient entre les groupes armés et où par conséquent les populations étaient exposées à une insécurité totale dans les régions de Kidal et de Gao. Les femmes et les filles de ces cases ont été intégrées dans des mécanismes

communautaires comme les coordinations, les comités locaux de sécurité pour qu'elles puissent jouer ce rôle crucial d'apaisement des conflits en tant actrices de paix.

2. L'expérience de plusieurs projets d'ONU FEMMES dans le domaine économique donne les leçons apprises suivantes :

- Éviter de renforcer les stéréotypes basés sur le genre dans la formation et les opportunités d'emploi pour les femmes, filles, hommes et garçons
- Le décalage entre les besoins exprimés par les bénéficiaires et l'objectif des projets de créer des AGR soutenables qui diminuent la vulnérabilité des bénéficiaires (par exemple petits commerces qui n'ont pas une autonomisation ou durabilité économique)
- Les limites de l'approche communautaire ou de groupement de femmes dans les AGR – la nécessité d'appuis individuels pour les activités économiques

## II. Contenu du projet, justification stratégique, et stratégie de mise en œuvre (4 pages max plus annexe du cadre des résultats)

- a) *Une brève description du contenu du projet – les résultats attendus du projet, et comment le projet va répondre aux facteurs identifiés dans l'analyse des conflits dans la section I (cette section doit être sensible aux questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes).*

Le projet « Emplois et jeunes pour la paix » envisage de mettre en œuvre dans la Région de Mopti une approche locale et communautaire centrée sur l'épanouissement social et économique des jeunes au sein des communautés, avec un accent sur la création d'opportunités économiques rentables, durables et innovantes pour les jeunes femmes et hommes marginalisés et vulnérables de 18 à 35 ans. Par ce biais, il est question de prouver que les jeunes peuvent constituer une force positive pour le changement social dans leur communauté, dans le rétablissement de la confiance et la réduction de l'insécurité, et par ce fait contribuer aux efforts concertés de stabilisation au centre du Mali.

Pour ce faire, le projet combine trois grands effets attendus, présentés ci-dessous dans les grandes lignes (merci de se référer au cadre de résultat en annexe 3 pour les détails et cibles précises) :

- (i) **Effet 1. Les jeunes filles et garçons marginalisés sont soutenus comme des acteurs positifs de cohésion sociale au sein de leur communauté dans 2 cercles de la Région de Mopti**

Sur le plan de la gouvernance communautaire, cohésion sociale et leadership des jeunes hommes et femmes, il s'agira d'appuyer 300 jeunes dont 150 filles comme acteurs positifs de cohésion et de transformation sociale dans leur communauté. Ce résultat permettra d'assurer un engagement communautaire pour le projet, de renforcer les mécanismes de participation et de coordination au niveau des zones de concentration (6 communes et 2 cercles) pour qu'ils soient fonctionnels et inclusifs (notamment aux jeunes hommes et femmes), et d'assurer la mobilisation à partir de l'analyse participative de la dynamique de conflits locaux et de dynamiques de genre et intergénérationnelles, tout en tenant compte des aspirations et contributions des jeunes et autres groupes marginalisés et/ou vulnérables. D'un côté, les capacités des jeunes hommes et femmes à participer constructivement aux processus de prise de décision, à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix dans leur communauté seront renforcées. De l'autre côté, le renforcement des mécanismes de gouvernance communautaire passera également par la responsabilisation des leaders communautaires. La sensibilisation des leaders des comités locaux, leaders traditionnels, partis politiques, et autres meneurs d'opinion à un fonctionnement participatif et inclusif de ces mécanismes, et à l'écoute et prise en compte des opinions et propositions des jeunes sera également assurée pour renforcer ce processus. Dans les communes d'intervention, un pacte local pour la stabilisation et la consolidation de la paix sera élaboré comme plan d'action pour concrétiser les engagements issus sur l'analyse participative des conflits et en lien avec les plans locaux de développement. Le leadership des jeunes pour la promotion d'une culture de paix au sein de communautés se concrétisera enfin dans la mise en œuvre de 08 projets catalytiques par 600 jeunes dont 300 filles pour la communauté, en mettant l'accent sur les besoins issus de l'analyse de conflits et inclus dans le pacte communautaire pour la stabilisation, en vue de renforcer en particulier le rapprochement intergénérationnel, la promotion de coalitions de jeunes femmes et jeunes hommes agents de la paix (réseaux 2250) et d'initiatives de renforcement de l'engagement citoyen et de la cohésion sociale (développement de 'counter-narratives' contre l'extrémisme violent, émissions de pacification dans les radios communautaires, ateliers de la paix, promotion du dialogue social, etc.) Ces initiatives seront proposées, sélectionnées et mises en œuvre par les organisations locales de jeunesse et les membres de la communauté, avec l'objectif de contribuer aux besoins prioritaires identifiés dans le pacte et que cela renforce la cohésion sociale. Dans le cadre de cette composante, le projet s'appuiera notamment sur des organisations de jeunes, dans 3 catégories : (i) organisations locales représentatives de jeunes disposant d'une assise communautaire, (ii) conseils

locaux/régionaux de la jeunesse et (iii) organisations d'appui à la jeunesse et de promotion du leadership pour la consolidation de la paix<sup>25</sup>.

**(ii) Effet 2 – Les jeunes filles et garçons marginalisés dans deux cercles de la Région de Mopti améliorent leur situation économique**

L'autonomisation économique des jeunes hommes et femmes constitue le cœur de l'intervention, et combinera les stratégies THIMO (travaux à haute intensité de main-d'œuvre) et AGR (activités génératrices de revenu), ainsi que la promotion de l'épargne, pour procurer des revenus rapides et des opportunités durables aux jeunes hommes et femmes marginalisés et vulnérables, en adoptant des approches différenciées et adaptées aux préoccupations des hommes et des femmes. Cette composante permettra également de contribuer au développement socio-économique des communautés (à travers notamment la réhabilitation de 4 infrastructures socio-économiques bénéficiant en particulier aux femmes), de promouvoir le développement des activités agro-pastorales, et de procurer une activité économique rentable et durable à au moins 600 jeunes dont 240 jeunes femmes. Le choix des infrastructures à réhabiliter et des activités économiques à mener fera l'objet d'une attention particulière, et dépendra de l'analyse locale des conflits, avec l'objectif de contribuer à apaiser les tensions, sans créer ou alimenter des griefs existants ou additionnels<sup>26</sup>. En ce qui concerne l'accompagnement et renforcement de activités agro-pastorales, le projet s'appuiera sur l'approche JFFLS (Junior Farmers Field and Life Schools/Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes) proposée par la FAO.

En termes de durabilité, les services techniques compétents (ANPE, ministères agriculture, élevage, pêche) seront renforcés pour assurer l'accompagnement des micro-entreprises créées sur le moyen et long terme. Ceci passera notamment par le renforcement d'une cellule d'appui à l'entrepreneuriat au sein de la direction régionale de l'ANPE, chargée non seulement de transmettre des compétences entrepreneuriales aux jeunes participants, mais aussi d'assurer un coaching et suivi rapprochés<sup>27</sup>. La combinaison de l'approche THIMO et la promotion des AGR à travers la constitution d'épargne dans le cadre de l'approche 3x6 contribue à une logique de graduation qui augmente les chances de réintégration réussie. Une analyse des filières porteuses sera par ailleurs réalisée, ainsi qu'un travail étroit avec le secteur privé pour réduire les goulots d'étranglement dans ces filières et assurer l'intégration des activités économiques renforcées dans des circuits économiques fonctionnels. Le secteur privé sera étroitement associé au projet, notamment à travers des consultations régulières et une présence dans les organes de gouvernance du projet. L'objectif de détruire le carcan qui maintient les filles dans des métiers dits « masculins » et les filles dans des métiers dits « féminins » devra être considéré dans l'identification des activités afin d'encourager, sans distinction de sexe biologique, les jeunes vers des métiers porteurs, rentables dans tous les secteurs d'activités.

Ce résultat comporte également une fenêtre d'innovation, permettant d'identifier et tester d'autres solutions novatrices, proposées par les jeunes eux-mêmes, pour l'intégration économique des jeunes (par l'emploi ou l'auto emploi /l'entrepreneuriat) et la participation citoyenne, contribuant à l'émulation et la mobilisation positive des jeunes hommes et femmes. Ici l'innovation doit être vue comme un processus, permettant d'identifier, tester et documenter rapidement, des solutions adaptées et proposées

---

<sup>25</sup> Ces organisations seront identifiées lors de la cartographie des acteurs à réaliser en phase préparatoire de la mise en œuvre, et sélectionnées en concertation avec les services régionaux de la jeunesse et les membres des communautés ciblées (en particulier les jeunes). Elles seront contractées soit directement, conformément aux procédures des agences participantes, soit à travers un protocole d'accord avec le partenaire de mise en œuvre retenu pour ce volet.

<sup>26</sup> L'approche proposée priorise la création de revenus immédiats (à travers les THIMO) et durables (à travers les AGR) pour les jeunes participants, à travers une approche intégrée (approche 3x6, cf infra), comme première étape à la création d'emplois formels décentes. Elle contribue par la même occasion au rétablissement ou à l'amélioration de services socio-économiques de base (à travers la réhabilitation d'infrastructure). Si ces deux objectifs sont également importants, l'accent primordial sera porté à la création de revenus. Les éléments relatifs à la législation du travail et à la sécurité des travailleurs seront traités lors de l'évaluation initiale, notamment dans le cadre de l'analyse des règles sociales et environnementales (partie intégrante de l'assurance qualité des projets PNUD).

<sup>27</sup> Cette activité pourra s'appuyer sur le réseau de formateurs agréés par le BIT en matière d'entrepreneuriat. Un lien avec une offre de micro-finance adaptée sera aussi exploré.

par les jeunes. Dans le cadre de l'achèvement des résultats et la durabilité des impacts, des actions favorables à la masculinité responsables seront intégrées.

**(iii) Effet 3 – L'efficacité des programmes d'emploi des jeunes dans la Région de Mopti est améliorée**

Le troisième résultat dépasse le niveau communautaire et vise l'amélioration de l'efficacité des initiatives de promotion de l'emploi ou auto-emploi des jeunes au niveau régional. Il contribuera à assurer une coordination effective entre programmes d'emplois jeunes (plusieurs initiatives d'envergure sont en démarrage ou extension dans la région) et à promouvoir des modalités harmonisées sur base des leçons apprises et de contribuer à l'amélioration de cadres stratégiques de référence<sup>28</sup>. L'idée est aussi de capitaliser les expériences réussies dans la promotion économique des jeunes comme contribution à la consolidation de la paix, et de promouvoir la collecte de données permettant de mesurer l'impact de ces programmes sur la paix. Ce travail se concrétisera à travers la mise en place d'un groupe de travail sectoriel permanent sur l'emploi de jeunes pour la paix placé sous le leadership de l'administration régionale de Mopti, en lien avec les acteurs humanitaires, de stabilisation et de développement, et la société civile locale.

Ce résultat prévoit également un important volet de recherche, d'analyse et de documentation des effets et impacts de l'approche intégrée du projet sur la consolidation de la paix et la confiance, en phase avec le projet de recherche conjoint au niveau global entre l'emploi et la paix, et en complémentarité avec les activités prévues par la Banque Mondiale à ce sujet (voir aussi la section suivi-évaluation).

A travers une collaboration entre la Banque Mondiale et l'équipe-pays, le projet intègre par ailleurs l'idée<sup>29</sup> d'activités conjointes d'échanges et renforcement des capacités à l'attention des services techniques de l'Etat, de la société civile et acteurs de développement présents à Mopti et dans les communes d'intervention, sur les questions d'autonomisation socio-économique des jeunes, de développement communautaire et intégration de l'égalité genre pour la consolidation de la paix.

En définitive, le projet a l'ambition de contribuer à rétablir un contrat social entre les communautés et l'Etat, grâce au maintien d'un dialogue démocratique franc et ouvert notamment sur les facteurs de tension (et où les jeunes ont voie au chapitre), et à l'amélioration des services de base offerts (notamment grâce aux infrastructures réhabilitées). Son approche communautaire, locale, est essentielle pour tenir compte des causes profondes du conflit au Mali évoquées plus haut dans ce document.

- b) Cadre des résultats du projet, indiquant tous les résultats attendus du projet, les produits, les activités, y compris les indicateurs de progrès, niveau de référence, cibles, indicateur de progrès (doit être sensible aux questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Annexe B à compléter – il n'est pas nécessaire de rajouter ici une explication narrative.*

Voir annexe B

- c) Fournir une théorie du changement pour le projet – c'est comment les interventions prévues vont mener aux résultats et pourquoi ces interventions ont été choisies. Indiquez quelles sont les interventions qui sont particulièrement risquées.*

(Note: Le changement peut se produire par le biais d'approches diverses et variées, par exemple la cohésion sociale peut être favorisée par le dialogue ou par les opportunités d'emploi ou la gestion conjointe des infrastructures. Comment avez-vous choisi votre approche de programmation et selon quelles hypothèses ?)

<sup>28</sup> Comme par exemple le Schéma Directeur Régional de la Formation Professionnelle et Technique pour l'Emploi, ou la Stratégie de développement régional. L'harmonisation des pratiques entre acteurs pourra concerner la complémentarité géographique, un manuel de procédures minimales communes pour les projets THIMO et d'auto-emploi, un protocole de communication à l'attention des communautés, l'adoption d'approches de promotion du genre harmonisées, une réflexion sur les mécanismes de mise en œuvre de transferts monétaires, etc.

<sup>29</sup> Discutée avec la Banque Mondiale, mais toujours en attente d'approbation et d'intérêt confirmé par toutes les parties prenantes, incluant l'unité de gestion de projet Filets sociaux au sein du Ministère des Finances.

L'objectif du projet (*impact attendu*) est de contribuer à la stabilisation et à la réduction des conflits communautaires dans la région de Mopti, à travers un investissement sur le pouvoir positif des jeunes à s'investir dans des activités porteuses et à contribuer au développement de leur communautés, en réduisant la tentation de certains jeunes à se tourner vers la violence armée. Le projet entend mettre en œuvre des activités intégrées en lien avec les différentes causes profondes des conflits à Mopti (telles qu'identifiées plus haut : mauvaise gouvernance et absence de l'Etat ; rupture de la confiance et du contrat social ; absence de perspectives socio-économiques, en particulier pour les jeunes ; multiplication d'interventions manquant de cohérence).

Parce qu'elle permet d'adresser la complexité des facteurs de radicalisation des jeunes et de renforcer leur rôle dans la gouvernance de leurs communautés, la combinaison des interventions du projet au niveau local et régional permet d'avoir un impact sur la consolidation de la paix.

En effet, le projet permettra de réduire les griefs des jeunes et communautés de la région de Mopti envers l'Etat liés à l'absence d'opportunités économiques durables pour les jeunes et la discrimination de leur communauté. Le projet permettra aussi de (r)établir des structures de gouvernance, qui impliquent directement les communautés dans la prise de décisions et le développement. Ces mécanismes de gouvernance plus inclusifs et efficaces permettront d'adresser les facteurs et les dynamiques qui ont favorisé l'explosion de la violence. Par ailleurs, les communautés - en particulier les jeunes - seront entendues, respectées dans leur identité et en toute dignité et seront capables d'adresser des réponses aux facteurs de conflits sans violence armée. Le rétablissement de certains services de base renforcera le rôle positif et équitable de l'administration publique. Les communautés auront aussi une confiance accrue envers l'Etat et seront plus stables, préparées et résilientes, tout ceci renforçant le contrat social entre les communautés et l'Etat.

Sur le plan économique, le projet ne se limitera pas à l'offre d'emplois temporaires. Il offrira aussi aux jeunes hommes et femmes la possibilité de démarrer une activité économique rentable et durable et bénéficiant sur le moyen terme d'un accompagnement par des services techniques spécialisés, augmentant les chances de succès. De ce fait, la marginalisation et la vulnérabilité des jeunes dans leur ensemble sera réduite, le rendant aussi moins vulnérables à une participation aux groupes armés et aux solutions de court terme qu'ils offrent, et les rendant plus forts et avec une image mieux valorisée d'eux-mêmes, comme acteurs du changement.

En définitive, tant grâce à leur épanouissement social et politique que grâce à des opportunités économiques accrues, mais aussi parce que des mécanismes de gouvernance plus inclusifs seront adoptés, les jeunes prendront conscience de leur potentiel, comprendront que des solutions peuvent être trouvées aux problèmes communautaires par le dialogue et la participation, et seront moins réceptifs aux appels d'adhésion des groupes armés djihadistes et d'autodéfense.

Au niveau régional, les activités de coordination, d'analyse et de capitalisation permettront d'améliorer l'efficacité et la cohérence globale des interventions, et l'appropriation nationale, parce que les bonnes pratiques seront partagées avec tous les acteurs de manière ouverte et systématique, incluant les projets appuyés par la Banque Mondiale, et seront intégrées dans d'autres projets à travers l'adoption de stratégies minimales harmonisées, sous le leadership de l'administration régionale.

La nécessité d'adopter une approche nuancée entre jeunesse, emploi et paix, recommandée par la littérature récente en matière de consolidation de la paix, est ainsi bien intégrée dans l'approche stratégique du projet, qui combine gouvernance communautaire, renforcement de la dignité et de l'identité positive des jeunes et promotion économique<sup>30</sup>. Par ailleurs, le projet se dote d'un volet de recherche conséquent avec l'ambition de tester la validité d'hypothèses causales bien définies sur le plan théorique, et contribuer à la création de savoir sur cette question complexe. Ce volet permet au

---

<sup>30</sup>Voir par exemple Mercy Corps (2013) 'Examining the Links between Youth Economic Opportunity, Civic Engagement, and Conflict: Evidence from Mercy Corps' Somali Youth Leaders Initiative. Portland, OR: Mercy Corps.

projet d'avoir des effets multiplicateurs larges dans la région et au-delà, à travers la diffusion des conclusions et résultats de recherche.

Si l'on se réfère à la recherche conjointe PNUD-OIT-PBSO-BM sur l'emploi et la paix de 2016<sup>31</sup>, la théorie du changement du projet repose sur **deux hypothèses principales** permettant de lier la création d'emploi à la consolidation de la paix: d'une part la création d'emploi à travers l'approche communautaire permettra de réduire les griefs envers l'Etat et l'amélioration de la confiance. D'autre part, elle réduira la marginalisation socio-économique et identitaire, et donc la tentation de certains jeunes hommes et femmes à s'engager dans des groupes armés<sup>32</sup>. Ces deux hypothèses se déclinent en effets directs et indirects, comme présenté dans le tableau suivant :

	<u>A. Effet positif direct attendu de la création d'emploi</u>	<u>B. Effet positif indirect attendu de la présence du projet</u>
<u>1. Réduction des griefs envers l'Etat et amélioration de la confiance</u>	L'opportunité de créer des emplois durables réduit les revendications liées à l'absence d'opportunités et au chômage des jeunes, et permet de réduire le sentiment d'abandon par l'Etat et le sentiment de discrimination des communautés.	La participation à un programme de création d'emploi améliore la perception des communautés envers le rôle de l'Etat, et procure aux jeunes et à leurs communautés des espaces d'expression non violents de leurs revendications, grâce au processus participatif de renforcement de la gouvernance locale
<u>2. Réduction de l'opportunité de rejoindre un groupe armé</u>	Les opportunités d'emploi proposées par le projet augmentent le coût d'opportunité des jeunes à participer aux groupes armés, et peut aussi inciter ceux parmi les membres des groupes armés dont la motivation est économique, à les quitter en faveur d'une activité génératrice de revenu régulière.	Indépendamment de la réussite de l'activité économique qui leur est proposée, les jeunes femmes et hommes font l'expérience d'une alternative positive à l'engagement dans les groupes armés, et d'une dignité et identité positive accrue. Le projet leur permet de reconnaître leur potentiel personnel au-delà de la violence et leur coût d'opportunité personnel à s'impliquer dans les groupes armés augmente. L'environnement global est plus favorable aux idées et au leadership des jeunes, et cela réduit les chances d'enrôlement d'une minorité et permet le renforcement du tissu social qui repose en grande partie sur eux.

La validité de ces différentes causalités présumées sera testée et vérifiée dans le cadre du volet de recherche analytique intégrée au projet.

- d) *Stratégie de mise en œuvre du projet* – expliquez comment le projet va réaliser les activités de la manière la plus effective et efficace pour atteindre les résultats, y compris la justification relative aux choix des zones d'intervention géographiques du projet, le critère de sélection des bénéficiaires, le calendrier pour mettre en œuvre les activités, la cohérence entre les résultats et toute autre information pertinente concernant l'approche de mise en œuvre (doit être sensible aux questions d'égalité entre les sexes et prendre en compte les besoins spécifiques des jeunes). Il n'y a pas besoin de répéter ici tous les produits et toutes les activités du projet qui sont dans le Cadre des résultats.

**Choix des zones d'intervention** :Le projet sera mis en œuvre dans six(6) communes au niveau de deux cercles de la Région de Mopti, choisis sur la base de critères objectifs compatibles avec la stratégie de stabilisation et relèvement des Nations Unies, notamment :

<sup>31</sup>Voir rapport de recherche conjointe "Jobs Aid Peace - A Review of the Theory and Practice of the Impact of Employment Programmes on Peace in Fragile and Conflict-affected Countries" par Brück, Ferguson, Izzi&Stojetz, PNUD-OIT-PBSO-BM, Septembre 2016.

<sup>32</sup> A noter que la troisième théorie de changement possible, à travers le *contact* avec d'autres groupes ou communautés, n'est pas considérée comme s'appliquant au contexte du projet étant donné la typologie de communautés et activités envisagées. Ceci pourrait évoluer en fonction du choix définitif des communautés cible du projet, à effectuer dans la phase de démarrage.



- Existence d'une dynamique de conflits (communauté affectée par les conflits) et impact de la crise dans la zone ;
- Présence minimale de l'Etat ;
- Présence d'opportunités économiques (notamment en lien avec le bassin économique desservi par le port de Konna) ;
- Complémentarités avec d'autres initiatives (notamment le projet JigiséJiri) ;
- Accessibilité et sécurité, permettant d'assurer la mise en œuvre par les agences et leurs partenaires.

Les cercles pré-identifiés a priori sont Douentza, Youwarou, Tenenkou (zones prioritaires pour le programme régional de stabilisation et relèvement) et Mopti (où se trouve le port de Konna, et dans l'esprit de travailler en complémentarité avec la Banque Mondiale). Notons toutefois que la validation finale des communes de mise en œuvre fait partie intégrante du processus d'engagement et appropriation au démarrage du projet, et sera finalisée en concertation avec les parties prenantes locales, notamment le gouvernorat de la région, des représentants de la société civile incluant les représentants de jeunes et de femmes, les ONG et entités des Nations Unies, lors d'un atelier organisé à Mopti dans la phase de démarrage en tout début de projet. Ce processus se fera en trois phases : (i) Proposition et adoption des critères de sélection, en prenant les critères mentionnés ci-dessus comme base ; (ii) Application des critères aux 8 cercles de la région, et identification/choix de deux cercles prioritaires ; (iii) Processus similaire au niveau des communes dans les 2 cercles identifiés, et sélection de 4 communes par cercle (trois pour l'intervention, et une pour le contrôle)<sup>33</sup>.

**Ciblage des bénéficiaires :** Les bénéficiaires directs des différentes activités économiques seront identifiés suivant une approche communautaire, tenant compte des résultats de l'analyse genre, de problématiques intergénérationnelles et de conflits. Il s'agit de jeunes hommes et femmes dans la tranche d'âge indicative de 18 à 35 ans<sup>34</sup> considérés comme marginalisés et parmi les groupes vulnérables, et à ce titre également susceptibles d'être tentés et/ou impliqués dans la violence armée. Ceci inclut les jeunes non scolarisés, non qualifiés et/ou sans emploi, ceux en situation précaire d'extrême pauvreté, soumis à des griefs non résolus, les jeunes hommes et femmes appartenant aux familles associées aux groupes armés extrémistes et d'autodéfense communautaires, les jeunes femmes à risque ou survivantes de violences basées sur le genre. Par ailleurs, le projet n'exclut pas d'appuyer des jeunes prometteurs, suivant une logique inclusive et communautaire et de « Do no harm » afin d'éviter la perception d'une « prime à la délinquance ». Les critères de sélection seront adaptés et validés en fonction des résultats de l'analyse participative des conflits sensible au genre et aux problématiques intergénérationnelles, et les aspirations et contributions de la jeunesse, et intégreront les nouvelles évolutions notamment les frustrations à la suite du processus DDR.

Dans l'ensemble, le projet envisage de toucher le nombre de bénéficiaires suivant :

- Dans le cadre de l'effet 1 :
  - o Bénéficiaires directs : 600 jeunes dont 300 jeunes femmes identifiés par le projet ; 120 membres (dont 40% de femmes) de 8 comités d'orientation, coordination et suivi des actions de développement au niveau communes (6) et cercles (2) ; Comités de la jeunesse au niveau communal (6) et local (2) ; autorités territoriales (sous-préfets et maires) des communes et cercles ciblés ; 40 jeunes hommes (20) et femmes (20) membres des associations communautaires de jeunesse, formés en gestion et suivi de projet.

<sup>33</sup> A des fins de comparaison liées à l'analyse de l'efficacité et de l'impact, il est proposé que les 8 communes soient réparties de manière aléatoire en 4 groupes bénéficiant d'appuis différenciés : (i) paquet intégré complet (produits 1.1, 1.2, 1.3, 2.1, 2.2, 2.3) ; (ii) paquet intégré minimal (produits 1.1, 2.1, 2.2) ; (iii) paquet complémentaire au programme JigiséJiri (produit 1.1 seul) ; (iv) groupe de contrôle (étude initiale et finale et enquête de perceptions). Cette répartition est indicative et sera confirmée dans le cadre du protocole de recherche. Elle doit par ailleurs être validée par le gouvernement.

<sup>34</sup> Ici le concept de « jeunes » est plus flexible et se réfère au stade de la vie dans lequel se situent les bénéficiaires, en particulier s'ils ne sont pas encore considérés comme membres à part entière de la communauté. La typologie des groupes de jeunes à risque d'être tentés par les groupes armés sera affinée également dans le cadre d'une étude dirigée par la Banque Mondiale et prévue pour la mi-2018. Cette catégorisation se basera par ailleurs sur les critères généralement corrélés avec la participation à la violence armée.

- Bénéficiaires indirects : 40.000 habitants (50% de femmes) des 4 communes de mise en œuvre bénéficiant des actions de cohésion sociale<sup>35</sup>
- Dans le cadre de l'effet 2 :
  - Bénéficiaires directs : 600 jeunes dont 300 jeunes femmes des communes de concentration bénéficiaires d'emplois temporaires et sensibles au genre, mettant en œuvre des activités génératrices de revenu et/ou membres de groupes d'épargne ; 40 membres (50% femmes) des comités de gestion des infrastructures réhabilitées ; Membres du service d'accompagnement des micro-entreprises de l'antenne régionale de l'ANPE ;
  - Bénéficiaires indirects : 40.000 utilisateurs (50% de femmes) des infrastructures socio-économiques de base réhabilitées
- Dans le cadre de l'effet 3 :
  - Bénéficiaires directs : représentants et agents de 15 agences et organisations non gouvernementales internationales ; 25 organisations non gouvernementales et organisations de la société civile malienne, incluant les organisations féminines et de jeunes ; 10 services techniques de l'Etat au niveau de la Région de Mopti.
  - Bénéficiaires indirects : Effets multiplicateurs potentiels sur l'ensemble des jeunes de la Région de Mopti : 558.748 jeunes (15 à 34 ans) dont 258 158 jeunes hommes et 300 590 jeunes femmes suivant le recensement de 2009<sup>36</sup>.

Il est à noter que le nombre de jeunes bénéficiaires directs des deux premières composantes du projet se recoupe partiellement, l'idée étant de combiner de manière complémentaire l'autonomisation sociale et « politique », et l'autonomisation financière. C'est ainsi que le nombre total de jeunes bénéficiaires directs sera de 900 (dont 450 femmes).

**Calendrier de mise en œuvre :** avec une durée totale envisagée de 18 mois, le projet débutera immédiatement la phase de démarrage de 3 mois, suivie de la mise en œuvre effective des activités sur le terrain de manière intensive pendant 12 à 15 mois, avec suivi régulier. Les 3 derniers mois seront consacrés à la consolidation, capitalisation et clôture.<sup>37</sup>

- *Trimestre 1 : Phase de préparation* – Mise en place de l'équipe de projet et du mécanisme de coordination, élaboration des plans de travail conjoints détaillés et du plan de travail avec la Banque Mondiale, notes méthodologiques et protocole de recherche (aussi avec la BM), procédure de screening social et environnemental, identification et négociation des partenariats, formation des partenaires, identification des communes de mise en œuvre, organisation du premier comité de pilotage et de l'atelier de lancement du projet, démarrage de l'engagement communautaire et réalisation de l'étude de situation de référence ;
- *Trimestre 2 à 5 : Mise en œuvre des activités* – Démarrage des activités dans les communes de concentration, analyse participative de conflits sensible au genre et aux problématiques intergénérationnelles, élaboration des pactes communautaires et de plans de renforcement de capacités, identification participative des bénéficiaires et infrastructures prioritaires, profilage socio-économique, mise en œuvre des activités de leadership et de l'approche 3x6 pour la création d'emploi, renforcement des capacités institutionnelles ; Mise en place du laboratoire d'innovation pour l'emploi des jeunes et lancement du concours ; tenue des réunions de coordination sur l'emploi/moyens d'existence/relèvement ; suivi évaluation et enquêtes de perception, notes de capitalisation, etc. Organisation du 2<sup>ème</sup> comité de pilotage. Echanges régulier avec la Banque Mondiale à travers le dialogue politique et technique (comité technique de suivi)
- *Trimestre 6 : Consolidation, capitalisation, clôture* – Finalisation des activités de terrain, évaluation participative dans les différentes communes, enquête de fin de projet, publication

<sup>35</sup> Nombre estimatif. Le nombre exact sera ajusté après sélection définitive des communes prioritaires du projet sur base des données démographiques précises.

<sup>36</sup> INSTAT, 4<sup>ème</sup> Recensement général de la population et de l'habitat du Mali (RGPH), 2011

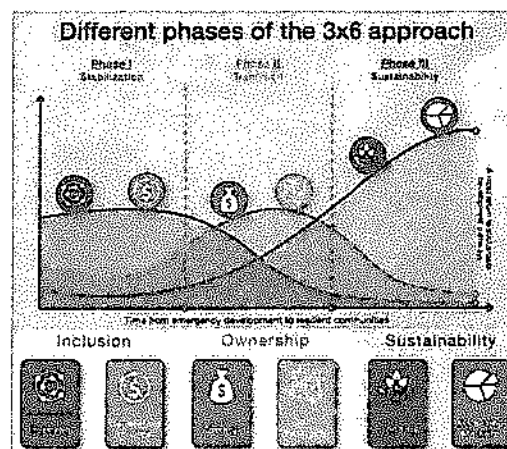
<sup>37</sup> Ce calendrier exigeant nécessite d'une part la mise en place d'un dispositif d'appui au projet conséquent (staffing, missions d'appui, consultance, etc – voir section III b) ci-dessous), et d'autre part une flexibilité permettant de s'adapter aux risques rencontrés (voir section III c) ci-dessous).

des résultats de recherche sur l'évaluation de l'impact, atelier de restitution, Organisation du 3<sup>ème</sup> comité de pilotage, évaluation externe finale.

**Eléments de stratégie programmatique :** le projet ambitionne de déployer un concept programmatique de résilience et stabilisation communautaire centré sur l'emploi des jeunes, leur valorisation et l'engagement communautaire, qui soit rapide à mettre en œuvre et répliquable d'une zone à l'autre.

- Le projet adopte une *approche genre intégrale* permettant de tenir compte des besoins différenciés des hommes et des femmes, et d'adopter des stratégies spécifiques pour que les femmes bénéficient du projet au même titre que les hommes. Les femmes et filles au Mali jouent par ailleurs un rôle d'influence important au sein de la famille (et sur les décisions de poursuite ou désengagement de la participation dans la violence armée), et le projet en tiendra compte dans le ciblage et les stratégies. Les risques spécifiques de violences sexuelles et basées sur le genre seront analysés et pris en compte. Le choix des micro-projets de cohésion sociale (produit 1.3), le ciblage des infrastructures à réhabiliter (produit 2.1), et une fenêtre spécifique du concours d'innovation pour l'emploi (produit 2.3), viseront en particulier les besoins des jeunes femmes. Des stratégies spécifiques pour l'autonomisation économique des jeunes femmes seront adoptées, notamment les associations villageoises d'épargne crédit (AVEC) et la mise à disposition de matériels productif adaptés à leur perspective (produit 2.2). Le faible apport économique des femmes dans les ménages et dans la communauté expliquant souvent le rôle négligeable qui leur est accordé dans les prises de décisions, en renforçant leur statut économique et social le projet permettra d'accroître leur pouvoir d'influence sur les décisions dans la communauté. Des femmes leaders seront identifiées pour animer ce rôle de lobbying que joueront les femmes parties prenantes du projet.

- Le projet adoptera par ailleurs *l'approche 3x6*, qui permet de renforcer la résilience à travers la création d'emplois et les moyens d'existence<sup>38</sup>, pour ses produits 2.1 et 2.2. En application de la Politique des Nations Unies pour la création d'emploi, la génération de revenus et la réintégration post-conflit<sup>39</sup>, cette approche suit un processus séquentiel et formalisé de graduation à travers 3 phases et 6 principes. Elle a fait ses preuves dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, et a été déjà appliquée sous une certaine forme dans le Projet Conjoint Jeunesse et Résilience au Mali. Cette approche permet de combiner (i) l'engagement communautaire et (ii) l'octroi de bénéfices immédiats par les THIMO avec (iii) la constitution d'une épargne qui est réinvestie (et multipliée par le projet) pour (iv) le démarrage d'une activité génératrice de revenu individuelle ou collective, (v) qui peut à moyen terme se développer et croître (vi) en pleine intégration dans les marchés. Cette approche bien documentée nécessite pour ses deux premières phases (couvertes par le présent projet) une durée de 9 à 12 mois pour l'ensemble du processus. L'application *OnePay* développée par le PNUD pourra être utilisée pour l'enregistrement des bénéficiaires et faciliter le paiement des bénéficiaires par un opérateur de téléphonie mobile. Il sera envisagé le développement d'un module supplémentaire pour récolter le feedback des bénéficiaires sur des questions de consolidation de la paix.



- Le projet travaillera avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle et les organisations de la Société Civile locale et le secteur privé actives dans les zones d'intervention dans les initiatives communautaires. En ce qui concerne les AGR, l'économie locale se base

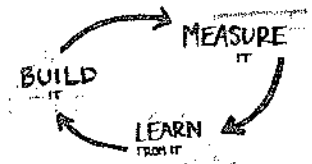
<sup>38</sup> Voir : <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/poverty-reduction/global-toolkit-on-the-3x6-approach--building-resilience-through-.html>

<sup>39</sup> Voir [http://earlyrecovery.global/sites/default/files/un\\_post-conflict\\_employment\\_policy\\_0.pdf](http://earlyrecovery.global/sites/default/files/un_post-conflict_employment_policy_0.pdf)

sur l'agriculture, l'élevage, le commerce et les transformations artisanales des produits locaux. Cependant, l'étude de référence et les exercices de meilleur ciblage et priorisation prévus en début de projet permettront d'avoir une maîtrise plus large des secteurs et niches d'opportunités spécifiques pour les activités économiques propices aux jeunes hommes et femmes. Sans préjuger des résultats des études, les jeunes filles de la zone opéreront sans doute pour la transformation des produits locaux (lait, produit de maraichage, etc..) et le séchage des poissons. La sélection des filières porteuses pour les AGR et leur inclusion dans des chaînes de valeur organisées se fera en étroite collaboration avec les structures professionnelles existantes et acteurs économiques de référence tant du côté patronal que syndical, notamment la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mopti et le Conseil Patronal de la région de Mopti. Ces structures seront par ailleurs représentées au sein du comité technique de suivi du projet.

- *L'accompagnement des activités économiques* de nature agro-pastorale s'appuiera sur l'approche JFFLS (Junior Farmers Field and Life Schools/Ecoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes), la vulgarisation des champs école paysans et les associations villageoises d'épargne crédit, et un suivi régulier par les moniteurs agricoles des services régionaux du Ministère de l'Agriculture.
- *Une collaboration étroite avec la Banque Mondiale* et ses partenaires, permettant un processus d'apprentissage mutuel ouvrant des opportunités futures de collaboration avec l'équipe-pays des Nations Unies. Cette collaboration devrait en particulier se concrétiser à travers le ciblage géographique et des bénéficiaires, un cadre analytique de recherche et de suivi-évaluation conjoint et compatible, une participation croisée dans les mécanismes de gouvernance et des synergies programmatiques.

**Innovation** : Le financement du Fonds de consolidation de la paix est par ailleurs innovant sur *cinq* plans : (i) en plus de procurer directement des bénéfices tangibles en terme d'emploi et d'autonomisation socio-économique aux jeunes dans 6 communes de 2 cercles de la Région de Mopti à travers une approche intégrée, flexible, standardisée et potentiellement répliquable, et(ii) de permettre de piloter une collaboration plus étroite sur le terrain avec les projets supportés par la Banque Mondiale, en particulier le projet de protection sociale JigiSéméJiri ; (iii) il mettra en œuvre une stratégie intégrée combinant gouvernance communautaire, participation politique des jeunes et promotion économique ; (iv) il ambitionne de tester l'effectivité du lien entre les programmes d'emploi jeunes et la pacification pour le centre du Mali, contribuant à la production de données sur cette question. (v) Enfin, il intègre un dispositif spécifique permettant de promouvoir et co-crée des solutions innovantes pour l'emploi des jeunes à travers un *Innovation Lab*.



### III. Gestion du projet et coordination (4 pages max)

- a) *Organisations récipiendaires et partenaires de mise en œuvre – indiquez les agences récipiendaires directes et leurs partenaires de mise en œuvre (internationaux et locaux), clarifiez qui est l'agence chef de file, et expliquez ces choix, sur base des mandats, expertise, connaissance du terrain local, et capacités existantes.*

Le projet « Emplois jeunes pour la paix » est un projet conjoint mis en œuvre par trois agences des Nations Unies présentes au Mali : le PNUD (chef de file), la FAO et ONU-Femmes, en appui aux Gouvernement et communautés du Mali, et en partenariat avec un large éventail d'acteurs étatiques et non étatiques parties prenantes au projet.

Le PNUD s'appuie sur une grande expérience au Mali et dans le monde dans la prévention des crises et le relèvement, la consolidation de la paix, la cohésion sociale, la gouvernance et la promotion de l'emploi et est présent depuis la crise avec de programme dans le Nord et le Centre. Depuis 2013, le PNUD a initié, coordonné et/ou mis en œuvre un portefeuille conséquent de projets relatifs à la médiation, consolidation de la paix, promotion économique, résilience, et renforcement des capacités au bénéfice des communautés affectées par le conflit au Nord et au Centre du pays, notamment :

- La mise en œuvre des projets/programmes par le PNUD en faveur de la promotion économique des jeunes (filles et garçons) et des groupes vulnérables dans les régions du Nord suite à la crise, notamment le projet Conjoint Jeunesse et Résilience (PNUD, FAO, BIT et UNFPA) de 2014 à 2015, celui intitulé « Réinsertion socioéconomique des jeunes à Tombouctou, Mopti et Gao » financé par le Royaume de la Norvège (2016/2018) et le projet « Appui à la sécurité humaine au Nord du Mali en vue du renforcement de la résilience des jeunes et des femmes » (PNUD, FAO, BIT, UNFPA, UNICEF, OMS) (2016-2019) financé par les Fonds de sécurité des Nations Unies, ont permis de créer 1000 emplois temporaires et plus de 1350 emplois durables à travers la formation par apprentissage des jeunes et leur dotation en kits en vue de leur insertion professionnelle et l'amélioration de leurs revenus dans un contexte marqué par les effets de la crise réduisant ainsi le taux de chômage, l'extrémisme violent des jeunes; en les rendant des acteurs clés de la gouvernance locale; toute chose qui contribue à moyen et long terme à la consolidation de la paix et à la relance économique du pays. Par ailleurs, la construction/réhabilitation et l'équipement des infrastructures socioéducatives, notamment le Camp de Jeunesse de Soufouroulaye à Mopti a contribué à donner un cadre d'apprentissage et de promotion du dialogue social à des milliers de jeunes de toutes les régions du Mali contribuant ainsi au brassage culturel et au renforcement de la citoyenneté conformément à la vision stratégique du gouvernement dans un contexte tension marqué par les conflits inter et intracommunautaire au niveau de la région. Le renforcement des capacités de ce camp dans le cadre des efforts de démobilisation et réintégration pourra constituer une plateforme favorable dans la poursuite des objectifs du projet à travers la diversification des métiers pertinents et en demande dans la zone.
- Le projet conjoint PNUD-ONUDI « Appui au Renforcement des Capacités de résilience au conflit des jeunes et des femmes de Gao et Tombouctou » sur financement du Peace Building Fund, qui a notamment permis de : former 1 092 personnes en médiation (dont 57% de femmes et 200 leaders communautaires et religieux) ; sensibiliser 26 540 personnes (dont 62,88% de femmes) sur la cohésion sociale, la paix, les accords d'Alger et la nécessité de vivre ensemble ; fournir des emplois temporaires à 200 jeunes dont 52 femmes ; former aux métiers et doter en kits de démarrage 90 jeunes dont 37 femmes ; financer 49 AGR dans les secteurs agro-pastoraux et artisanat ; former 19 groupements féminins à la transformation agro-alimentaire et 300 jeunes en entrepreneuriat.

Le PNUD dispose de plusieurs initiatives dans la localité de Mopti sous le lead d'un expert international de terrain et coordonne le bureau conjoint local des Nations Unies.

La FAO est l'organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Elle constitue à cet effet un centre d'excellence mondial dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de

la foresterie. La FAO est partie prenante au Mali de la mise en œuvre du programme conjoint Jeunesse et résilience et du Programme d'appui du Fonds de Nations Unies pour la sécurité humaine avec le PNUD, l'UNFPA, le BIT, UNICEF, et l'OMS « Appui à la sécurité humanitaire au Nord Mali par le renforcement de la résilience des jeunes et des femmes ». La FAO a enregistré des résultats satisfaisants dans la mise en œuvre du projet « Jeunesse au travail : réduction de la pauvreté rurale », démarré en 2014 intervenant à Kayes et Mopti. Ce projet a catalysé la mobilisation de financements additionnels importants. Elle jouit d'une bonne connaissance et expertise des questions de création d'emplois de jeunes en milieu rural, de protection sociale à travers les filets sociaux productifs (Caisses de résilience, activités Cash+ et AVEC (Épargne –crédit villageois) et de développement durable des régions du Nord et Centre du pays. Elle dispose de trois sous-bureaux dans les régions de Gao, Tombouctou et Mopti, opérationnels depuis 2013.

**ONU FEMMES**, fondée sur la vision de l'égalité consacrée dans la Charte des Nations Unies, travaille pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des filles, l'autonomisation des femmes, et la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes en tant que partenaires et bénéficiaires du développement, des droits de l'homme, de l'action humanitaire et de la paix et de la sécurité. ONU Femmes fournit un leadership solide et cohérent à l'appui des priorités et des efforts des États membres, en établissant des partenariats efficaces avec la société civile et d'autres acteurs concernés. Au Mali, ONU Femmes contribue à relever les défis liés à la promotion de l'égalité du genre et l'autonomisation des femmes à travers des actions guidées par les orientations stratégiques du PND 2016-2020, et qui s'inscrivent dans l'esprit « Unie dans l'Action » du Système des Nations Unies à travers son Cadre de Programmation Unique, CPU 2017-2020. Au regard des difficultés auxquelles les femmes du Mali sont confrontées, ONU Femmes Mali a choisi de développer les quatre Programmes Phares suivants :

- Agriculture : Accès des femmes à la terre et aux ressources productives pour une agriculture résiliente face aux changements climatiques;
- Entreprenariat : Favoriser les mêmes opportunités économiques pour les femmes entrepreneures à travers des politiques d'approvisionnement et d'investissement discriminatoires en leur faveur;
- Elimination de la Violence : Elimination de la violence faite aux femmes ;
- Paix et Sécurité : Implication des femmes dans les processus de paix, de sécurité et de reconstruction.

ONU FEMMES dispose d'un vaste programme sur la Paix et Sécurité mais aussi sur l'autonomisation économique des femmes et intervient depuis le début de la crise au Mali dans ce domaine. Aussi, ONU Femmes dispose d'expertise spécifique sur les questions de femmes, paix et sécurité y compris avec la jeunesse et dispose de plusieurs Experts Internationaux basés à Bamako. ONU Femmes a enregistré des résultats tangibles notamment sur les projets « Lutter contre les facteurs de conflit au Mali à travers l'Etat de droit » (Global Focal Point, Rule Of Law) et « De victimes à actrices de la paix : Renforcement de la participation des femmes dans la mise en œuvre de l'accord de paix et l'amélioration de la cohésion sociale » (PBF GPI3).

Le projet GFP (en cours) a permis d'accroître la mobilisation et l'engagement des acteurs nationaux et locaux (Gao, Mopti et Tombouctou) en faveur de l'accès à la justice et la promotion des droits des femmes et des filles ; par exemple : Suite aux renforcements de capacités environ 80 leaders religieux et traditionnels se sont maintenant engagés en faveur des droits des femmes et des filles. En outre, des services spécialisés de prise en charge des survivantes de VBG sont maintenant disponibles dans les villes de Bamako et Gao au niveau de la police nationale.

Le **PNUD sera chef de file** du projet en raison de l'expérience acquise dans la mise en œuvre de plusieurs projets de promotion des jeunes et résilience, son mandat de cluster lead global en relèvement immédiat au sein du système de coordination humanitaire, son positionnement en renforcement des capacités du gouvernement, mais aussi son expérience dans le leadership de nombreux projets conjoints inter-agences au Mali, ainsi que sa participation au projet global de recherche entre l'emploi des jeunes et la paix.

En fonction des mandats respectifs et valeurs ajoutées, les agences participantes interviendront sur les différents volets du projet de la manière suivante (entre parenthèses, les partenaires envisagés, double croix pour le lead de chaque produit) :

Produit du projet	Agence participante et partenaires de mise en œuvre envisagés
1.1. Gouvernance communautaire, analyse de conflits	PNUD (lead), ONU FEMMES, FAO, Conseil régional/local de la jeunesse, services techniques déconcentrés, CCOCSAD/CLOSAD, organisations de la société civile (à identifier, dont AMPRODE Sahel, GRAT, ODI Sahel, GAAS Mali), Centre National de Promotion du Volontariat (CNPV)
1.2. Leadership des jeunes et des femmes	ONU FEMMES(lead), PNUD, Conseil régional/local de la jeunesse, services techniques déconcentrés, CCOCSAD/CLOSAD, organisations de la société civile (à identifier, dont AMPRODE Sahel, GRAT, ODI Sahel, GAAS Mali), CNPV
1.3. Projets catalytiques de cohésion sociale	PNUD (lead), ONU FEMMES, associations locales, Conseil régional/local de la jeunesse, services techniques déconcentrés, CCOCSAD/CLOSAD, CNPV, ODI Sahel, GAAS Mali
2.1. Réhabilitation infrastructures via THIMO	PNUD, ANPE, organisation de la société civile (à identifier), services techniques déconcentrés, CCOCSAD/CLOSAD, opérateur de téléphonie (mobile money)
2.2. Développement d'AGR	PNUD, FAO, ONU FEMMES, ANPE, Ministère de l'Agriculture, organisations de la société civile (à identifier, dont AMPRODE Sahel, GRAT, ODI Sahel, Ya-G-Tu, GAAS Mali), CCOCSAD/CLOSAD
2.3. Mécanismes d'accompagnement	PNUD (lead), FAO, ONU FEMMES, Min Agri + MIN. Elevage/Pêche, ANPE et Conseil régional de la jeunesse + organisations de jeunesse
3.1. Coordination	PNUD et Gouvernorat de la région de Mopti
3.2. Recherche et capitalisation	PNUD (lead), FAO, ONU FEMMES+ Institut de recherche national et/ou international), Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population (DRPSIAP) et Banque Mondiale
3.3. Harmonisation JigiSéméJiri (partenariat Banque Mondiale)	PNUD (lead), FAO, ONU FEMMES, en appui à la Banque Mondiale et l'unité de gestion de projet JigiSéméJiri.

*b) Gestion du projet et coordination – présentez l'équipe de mise en œuvre du projet, y compris les postes et rôle, et une explication pour indiquer quels postes seront financés par le projet, et le pourcentage du budget total. Expliquez la coordination envisagée du projet et les mécanismes de contrôle. Remplissez l'annexe C : liste de vérification pour le lancement du projet.*

Le projet fera intervenir plusieurs parties prenantes, dont (i) *les agences des Nations Unies* en première ligne desquelles la FAO et ONU-Femmes comme agences participantes ; le projet maintiendra également de liens étroits avec OCHA et la Section Stabilisation et Relèvement de la MINUSMA à des fins de coordination, mais aussi avec les autres agences intervenant à Mopti, à travers le bureau conjoint des Nations Unies, et la Banque Mondiale; (ii) *les ministères sectoriels pertinents*, et leurs structures spécialisées, notamment le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ANPE/APEJ), le Ministère de la Jeunesse et de la Construction Citoyenne (CNPV), le Ministère de la Solidarité et de l'Action Humanitaire, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille ; (iii) *les collectivités territoriales*, au niveau du gouvernorat de la

région de Mopti, les préfectures et sous-préfectures dans les cercles et communes d'interventions ; (iv) les *organisations de la société civile* et de jeunesse actives dans le domaine de l'emploi et promotion de la jeunesse et du genre dans la région de Mopti, les organisations/mouvements de jeunes, le conseil de la jeunesse, les universités et centres de recherche, les leaders communautaires et représentants du secteur privé.

Le projet représente une approche intégrée des Nations Unies en matière de promotion de l'emploi des jeunes pour la paix, qui contribue à la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable du Mali (CREDD 2016-2018). La gestion stratégique du projet se fera en concertation avec l'équipe PBF au Mali.

Le projet sera mis en œuvre suivant la modalité d'exécution directe (DIM) par le PNUD, agence chef de file assurant la coordination des différents volets techniques et du Suivi-Evaluation.

Sur le plan de la structure de gouvernance du projet, la gestion opérationnelle sera du ressort d'un **coordonnateur de terrain** (international) du PNUD en cours de recrutement et basé à Mopti, qui consacrera 25% de son temps au projet, assisté des points focaux de la FAO et d'ONU FEMMES. Il sera appuyé par un expert national. Le coordinateur de terrain assurera la coordination et supervision du projet afin de garantir la cohérence entre les activités, élaborera et assurera la consolidation des plans du travail, la préparation des rapports d'avancement trimestriels ainsi que la supervision des autres personnels du projet. Il développera des synergies et partenariats avec les autres agences et acteurs de développement y compris les humanitaires dans la zone.

Le PNUD vient de renforcer sa présence à Mopti avec le recrutement d'un expert international de niveau P4 qui aura un rôle de coordination des différentes équipes du PNUD dans la localité et de renforcer le partenariat avec les autres agences, partenaires au développement et structures déconcentrées et décentralisées de l'Etat. L'équipe de Mopti réalisera une cartographie des projets PNUD afin de cerner les besoins de capacités additionnelles nécessaires. Selon l'option envisagée, le coordinateur sera assisté par un expert national en relèvement communautaire, détaché du Bureau Pays, d'un Volontaire des Nations Unies International en charge de l'entrepreneuriat, recherche et innovation, et d'un chauffeur. Le projet sera par ailleurs assisté depuis Bamako par un associé au programme et un expert national en Suivi-Evaluation à temps partiel. Il sera appliqué le Direct Project Costing (DPC) sur les projets du PNUD concernés et qui sont dans la zone de Mopti pour couvrir les coûts. Du côté de la FAO, le Chef de Sous-Bureau de Mopti jouera le rôle de Point Focal. Au niveau du Bureau Pays un Chargé d'Opération et un assistant au Programme seront chargés d'appuyer la mise en œuvre du projet sous la supervision de l'Assistant Chargé du Programme. Pour ONU FEMMES, le projet sera sous la responsabilité d'un Coordinateur (point focal), d'un Assistant au projet et d'un Chargé de Suivi/Evaluation (temps partiels) basés à Bamako, chargés de la mise en œuvre du projet dans les zones d'intervention identifiées.

Les trois agences, avec les différents partenaires de mise en œuvre constituent l'**unité conjointe de coordination**, en charge de la préparation des plans de travail et notes stratégiques, mise en œuvre des activités et appui au Suivi-Evaluation. La Banque Mondiale et l'UGP Filets Sociaux du Ministère des Finances seront tenues informées des réunions de l'unité conjointe de coordination, et invitées à ces réunions pour les questions stratégiques relatives aux sujets d'intérêt commun. Une publication commune sera réalisée en fin de projet sur les différentes approches et leurs apports en termes de consolidation de la paix.

Un **comité technique de suivi** composé de représentants du gouvernement, des autorités locales, du SNU, des bénéficiaires, de la Banque Mondiale/UGP Filets sociaux, et éventuellement du PBF sera mis en place au niveau de Mopti. Ce comité sera en charge de la validation des plans de travail (trimestriel et global), de contribuer au suivi et évaluation du projet par des activités ponctuelles comme les visites de terrain, de valider techniquement les rapports de suivi et de mise en œuvre avant soumission au comité de pilotage. Ce comité sera le bras technique du projet pour l'orientation stratégique, le contrôle et appui à la prise de décision. Il se réunira trimestriellement. Par souci d'appropriation, d'ancrage



régional et pour éviter la multiplication des comités, il est envisagé de rattacher le comité technique de suivi au Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) de la région de Mopti<sup>40</sup>.

Le **Comité de pilotage** des projets PBF qui se réunit semestriellement, sous la présidence conjointe du Ministre des Affaires étrangères et la Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Mali est l'instance d'orientation et de décision du projet. Le comité de pilotage sera chargé d'assurer la direction générale et l'orientation stratégique du projet. Afin de ne pas alourdir les structures pour un projet de 18 mois à vocation catalytique, le Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle participera au comité de pilotage avec les Agences (PNUD, FAO et ONUFEMMES) en tant que structures de mise en œuvre et fournisseur d'informations, pour les points d'ordre du jour en relation avec le projet.

Au niveau des cercles et communes d'intervention, les collectivités territoriales et autorités locales ainsi que les organisations de la société civile locale à travers les organisations des femmes et des groupements de jeunes, ainsi que les leaders communautaires et le secteur privé, seront étroitement associés tout au long du cycle du projet à travers des **cadres de concertation à mandat consultatif**. A ce titre, le projet interagira à travers les Conseils Locaux/Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CLOCSAD/CCOCSAD), qui seront valorisés et joueront ce rôle, lors de réunions éventuellement élargies.

La coordination avec la Banque mondiale se concrétisera par un dialogue politique entre représentants du groupe de la Banque Mondiale et la coordinatrice résidente des Nations Unies (même cadre que celui pour la coordination sur le Port de Konna), une participation ad hoc de la BM et de l'UGP filets sociaux aux réunions de l'Unité conjointe de coordination du projet, au comité technique de suivi et au comité de pilotage du projet.

- c) *Gestion du risque – identifiez le niveau de risque pour la mise en œuvre du projet et établissez une liste des risques spécifiques et la manière dont ils seront gérés, y compris l'approche proposée pour mettre à jour les risques et l'ajustement des activités du projet. Inclure le principe "ne pas nuire" et mitigation des risques.*

Le registre des risques est tenu à jour par le/la coordinateur(trice) du projet (au sein du PNUD). La gestion et revue régulière des risques sera intégrée dans les tâches régulières de l'unité conjointe de coordination sous la supervision du comité technique de suivi. Une procédure de feedback rapide sera adoptée, et facilitée par la collecte trimestrielle de données liées à la perception de la population sur la confiance et le sentiment de sécurité. Dans chaque commune de mise en œuvre, une analyse des conflits, participative, sensible au genre et à la problématique intergénérationnelle, sera réalisée et permettra d'identifier les risques liés au principe « Ne pas Nuire ». Un mécanisme de gestion des revendications et griefs liés à la mise en œuvre du projet sera par ailleurs mis en œuvre conformément aux standards sociaux et environnementaux institutionnels du PNUD.

No	Risque	Catégorie	Probabilité	Impact	Mesures de gestion/mitigation	Sensibilité aux conflits
I.	La détérioration du climat sécuritaire dans la zone prioritaire pendant la mise en œuvre du projet complique l'accès aux communes de concentration (attaques,	Sécuritaire et politique	Forte	Fort	Recourir à des partenaires locaux (étatiques et ONG) moins soumis aux contraintes sécuritaires. Investir dans l'information, sensibilisation et conscientisation des communautés locales sur les objectifs et approches du projet. Recours à des modalités de suivi par remote monitoring et technologies	Une reprise des combats ou de nouvelles exactions ajouteront une nouvelle dimension de complexité, ce qui risque, au mieux, de ralentir la mise en œuvre du projet. Ceci maintiendrait le statu quo

<sup>40</sup>Ce Comité Régional a pour mission principale d'impulser des programmes de développement au niveau régional, d'assurer le suivi des activités mises en œuvre et de contrôler le respect des engagements souscrits par les différentes parties impliquées dans la mise en œuvre. Au plan opérationnel, le Comité Régional d'Orientation de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD) est doté d'un Secrétariat technique assuré par la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population (DRPSIAP).

	coupeurs de route, enlèvements, etc)				(drones, imagerie satellite, etc). Tenir informées les parties prenantes du projet en cas de réalisation du risque et adapter le projet en conséquence.	au bénéfice exclusif de certaines parties prenantes seulement.
2.	Récupération politique du projet et de ses résultats par certaines parties prenantes dans le cadre des campagnes électorales à venir	Politique	Forte	Moyen	Engagement des parties prenantes à la neutralité. Utilisation d'un cadre neutre pour la tenue des dialogues et sensibilisation. Transparence et large communication auprès de toutes les parties prenantes sur les objectifs et la méthodologie du projet.	Perte de confiance, sentiment d'avoir été manipulé peuvent accroître les griefs et l'intensité de la violence armée.
3.	Faible implication des jeunes femmes entraînant un faible impact des résultats du projet en ce qui concerne la transformation des relations liées au genre	Genre	Faible	Fort	L'analyse locale des conflits intègre un aspect important sur le genre et les problématiques intergénérationnelles. Prévoir des activités de renforcement des capacités des jeunes femmes et des cadres d'échanges spécifiques de manière à accroître leurs capacités et participation. En parallèle mettre en œuvre des actions de sensibilisation des leaders communautaires sur l'implication des jeunes femmes. Tenir compte des besoins spécifiques des hommes et des femmes pour assurer une pleine participation à travers des approches stratégiques adaptées.	Une trop faible (ou trop forte, d'ailleurs...) implication des femmes dans le projet pourrait être vu comme un parti pris du projet. Ceci nécessite une sensibilisation adaptée des leaders communautaires.
4.	Manque d'appropriation par les communautés bénéficiaires et services technique nationaux met à mal la mise en œuvre et la durabilité du projet	Politique	Faible	Moyen	Sessions de sensibilisation et mobilisation des autorités et communautés locales sur le projet. Implication des services étatiques envisagés dans le suivi après projet dès les phases initiales et intégrer au projet un volet de renforcement de leurs capacités.	Un faible engagement des acteurs peut représenter un manque de confiance dans le processus d'analyse de conflit, ou la stratégie du projet.
6.	Manque de confiance entre les populations et les services étatiques (ETD, services techniques, etc.) pour intervenir dans la zone	Programme	Forte	Elevée	Renforcer la fonctionnalité des cadres d'amélioration du dialogue autorités-populations et accroître la participation dans les exercices participatifs liés à l'orientation, planification et suivi du développement au niveau local, pour rétablir la confiance et rétablir un contrat social.	Ceci pourrait signifier que l'analyse des conflits n'a pas été entièrement franche et qu'il reste des frustrations non exprimées.
7.	Frustration de la part des communes et jeunes non sélectionnés au terme du ciblage qui peut alimenter les griefs et tensions envers l'Etat et entre communautés.	Politique / Programme	Faible	Moyen	Assurer une information et communication large sur le processus de ciblage des zones et des bénéficiaires, et réaliser l'exercice en se basant sur des critères objectifs et sensibles aux conflits, de manière participative et sans a priori. S'assurer que le projet communique sur le mécanisme de remontée et traitement des griefs relatifs au projet.	Une frustration accrue pourrait renforcer la perception que l'Etat favorise certaines zones/groupes par rapport aux autres.
8.	Multiplicité d'interventions dans la zone non coordonnées crée de la confusion et diffuse l'approche intégrée du projet	Programme	Moyen	Faible	Le projet investira, dans son produit 3.1, dans la coordination sectorielle, avec l'ambition d'aboutir à une harmonisation géographique et thématique accrue	Possibilité que les populations bénéficient de plusieurs appuis simultanés et non coordonnés pourrait impacter sur la dynamique de conflit.
9.	Tensions communautaires durant le projet notamment autour de l'accès aux ressources naturelles et à la terre	Contexte	Forte	Moyen	L'analyse des conflits initiale et le monitoring devront faire ressortir les différents facteurs de tension pouvant alimenter les conflits. Le projet mobilisera ses différents volets pour apaiser ces facteurs, et établira des alliances avec d'autres initiatives spécifiques à ce sujet. L'approche participative et inclusive développée par le projet est essentielle pour assurer le suivi de ces facteurs de tension et prévenir une dégradation sécuritaire.	Des tensions accrues non adressées risquent de compromettre l'implication communautaire dans le projet.

10.	La capacité opérationnelle réduite du PNUD Mali pour un projet DIM prévoyant des activités de terrain en un temps limité peut réduire l'atteinte des objectifs	Opérations	Moyen	Moyen	Le projet démarrera par une période de préparation intensive de 3 mois nécessitant le personnel du projet déjà en place. L'appui opérationnel du bureau pays sera requis, notamment pour l'adoption des modalités de cash transfert les plus adaptées et moins risquées.	Une incapacité à délivrer renforcerait les griefs des populations envers le gouvernement et nuira à la confiance et l'image des Nations Unies au Mali.
11.	Retards dans la mise en œuvre du projet, en raison des procédures spécifiques des différentes agences, recrutement et contractualisation tardive avec staffs et partenaires	Opérations	Moyen	Elevée	L'adoption d'un plan de travail intégré et la désignation de points focaux actifs pour toutes les agences du projet sont des facteurs essentiels pour rapprocher les pratiques et coordonner les interventions. Le démarrage du projet par une phase d'incubation permettra d'aplanir les points de vue. Le bureau pays du PNUD sollicitera des experts du siège et bureau régional pour un appui ponctuel au démarrage du projet. Les autres agences pourront de même solliciter l'appui des experts de leurs sièges respectifs selon que de besoin.	Un retard à délivrer renforcerait les griefs des populations envers le gouvernement.

*d) Suivi / évaluation-- Quelle sera l'approche de suivi /évaluation du projet, y compris l'expertise en suivi / évaluation d'équipe et les moyens et timing pour l'analyse des données. Inclure le détail du budget suivi / évaluation alloué, y compris pour la collecte de données de base et les données de fin de projet, et l'évaluation indépendante, et un calendrier approximatif du suivi évaluation. Accordez minimum 5 à 7% du budget du projet pour les activités de suivi / évaluation.*

Le projet accordera une attention particulière au Suivi-Evaluation. Au-delà des modalités classiques et obligations institutionnelles en la matière (voir ci-dessous), le projet adoptera une approche innovante en la matière, dans l'idée d'accroître l'efficacité et l'agilité dans la mise en œuvre du projet :

- La réalisation d'**enquêtes de perception trimestrielles** sur l'évolution de la perception de la sécurité et de la confiance dans les communes de concentration du projet procurera informations pertinentes pour l'adaptation des stratégies en cycle court. Ces enquêtes alimenteront également les rapports de mise en œuvre du projet à l'attention du PBF. Etant donné les risques élevés du projet sur le plan sécuritaire, politique et communautaire, ces mesures spécifiques de suivi périodique efficaces devront être adoptées.
- Le projet intègre une **recherche sur la mesure de l'impact** de l'approche holistique proposée sur la consolidation de la paix, suivant un protocole de recherche rigoureux discuté avec la Banque Mondiale, et compatible avec les modalités de Suivi-Evaluation de la Banque. L'enquête sera réalisée en début et en fin de projet et recourra à des groupes de contrôle aléatoires, en vue de contribuer à combler le manque de données au niveau global en la matière. La mesure des effets et d'impact s'appuiera par ailleurs sur la collecte de « micro narratifs » suivant l'approche SenseMaker et que le PNUD a déjà appliquée dans plusieurs pays depuis 2012. La recherche fera l'objet de publications conjointes et d'un atelier de restitution pour diffuser les résultats et conclusions.

Pour ces volets innovants, le projet recourra à une structure spécialisée (comme par exemple Harvard Humanitarian Initiative<sup>41</sup>, ou Premise<sup>42</sup>), en partenariat avec une université/centre de recherche local (comme par exemple IMRAP), pour la collecte, traitement et diffusion des données, et le développement de capacités nationales au Mali pour appliquer ces méthodes de suivi innovantes.

En conformité avec les politiques et procédures de programmation du PNUD, le suivi évaluation du projet sera assuré selon le cadre qui suit:

<sup>41</sup> Voir [www.peacebuildingdata.org](http://www.peacebuildingdata.org). IIII travaille déjà en partenariat avec le PNUD sur des projets similaires en RDC et République centrafricaine.

<sup>42</sup> Voir <https://www.premise.com/>. Le PNUD envisage notamment une collaboration avec Premise au Myanmar dans le cadre de la réponse dans l'Etat de Rhakine.

- Un système Suivi-Evaluation rigoureux basé sur le cadre de résultats et d'indicateurs présentés en Annexe B et sur le journal des risques, permettra non seulement l'examen périodique des risques et des résultats obtenus, mais aussi d'identifier l'évolution du contexte et des circonstances ayant une incidence sur le projet. Il fournira des éléments concrets pour le suivi du projet et la rédaction des rapports. Le projet sera doté d'un plan d'action de Suivi-Evaluation complet.
  - Le suivi du Cadre de résultats est sous la responsabilité conjointe du PNUD, de la FAO et d'ONU FEMMES. Il sera coordonné par l'expert en Suivi-Evaluation, appuyé par le personnel des agences sur le terrain et l'unité conjointe de coordination, et en collaboration avec l'équipe PBF de MINUSMA et PBSO.
  - Certaines activités pourront être exécutées par des parties tierces contractualisées à cet effet (en particulier pour les études préparatoires, l'analyse de conflit, les enquêtes de terrain, la planification locale, les évaluations de capacités, les formations et les activités d'autonomisation économique), qui fourniront les données de suivi correspondantes aux activités réalisées. Le contrôle de qualité restera sous la responsabilité du PNUD.
  - Un rapport trimestriel préparé par le coordinateur conjoint de projet permettra d'apprécier l'état d'avancement du projet et les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats. La possibilité de compiler de rapports périodiques conjoints avec la Banque Mondiale sera envisagée.
  - Un registre des difficultés rencontrées (Issue Log) sera activé dans Atlas et mis à jour par le gestionnaire de projet pour faciliter le suivi et la résolution des problèmes ou des demandes de changement potentiels.
  - Un rapport semestriel et un annuel d'avancement du projet seront présentés au Comité de Pilotage, après validation par le comité technique de suivi et soumis au PBSO à New York par le PNUD, au nom des agences participantes.
  - Avant la fin des 18 mois de durée du projet, une évaluation externe indépendante sera réalisée pour alimenter la prise de décision sur la suite à donner après cette phase. La partie de l'évaluation d'impact est intégrée – elle sera organisée par le PBSO, et inclura aussi les deux autres projets PBF au nord du Mali.
- e) *Stratégie de fin de projet / durabilité – Expliquez la stratégie de sortie du projet et comment le projet conclura-t-il ses activités, y compris les mesures de durabilité, accord avec d'autres bailleurs de fonds pour une mobilisation des ressources, et indiquez les activités qui n'auront plus besoin de financement. S'il est prévu que d'autres bailleurs de fonds soutienne le projet a sa conclusion, expliquez comment le projet assurera cette approche depuis le début du projet.*

La stratégie de sortie et de durabilité du projet comporte deux niveaux :

*(i) Durabilité des résultats et services mis en place par le projet*

Le projet adopte dès son démarrage une approche de renforcement des capacités et d'autonomisation de structures durables, qu'il s'agisse d'organisations à la base, de comités locaux, ou de services d'appui. Ce sont ces institutions qui seront appelées à poursuivre la fourniture de services après la clôture des activités. D'une part, les structures communautaires ou étatiques dans les communes de mise en œuvre forment le socle fondamental pour la durabilité des acquis. Cette catégorie inclut : (i) les organisations de jeunes et de femmes, ainsi que les démembrements du conseil de la jeunesse au niveau communal et local, (ii) les conseils communaux d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement, (iii) les comités communautaires de gestion des infrastructures socio-économiques réhabilitées ou de matériels mis à disposition, (iv) les micro-entreprises individuelles et collectives créées ou renforcées, (v) les groupes d'épargne communautaires, et (vi) les organisations paysannes.

D'autre part, le projet travaillera avec des structures techniques sectorielles d'appui *dans leur mandat respectif* pour la mise en œuvre des activités et l'accompagnement des acteurs dans les communes de concentration. Ces institutions sont parties prenantes pendant toutes les phases du projet et sont appelées à continuer à exister à son terme. Il s'agit en particulier de l'Agence Nationale de Promotion de l'Emploi (ANPE), appelée à poursuivre l'accompagnement en gestion des micro-entreprises créées, le Conseil Régional de la Jeunesse (en lien avec sa structure faîtière nationale), le service de

l'Agriculture et élevage de la Région de Mopti, et la Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population.

Le niveau de fonctionnalité des organisations de base sera évalué en fin de projet, tout comme le sera l'impact du projet. Cela permettra d'évaluer le besoin d'accompagnement complémentaire après le projet, et d'orienter le cas échéant le plaidoyer.

*(ii) Réplication de la stratégie proposée*

L'objectif du projet est également de tester le *Proof of concept* de l'approche intégrée d'emploi jeunes pour la paix en vue de son adaptation et répliation par les Nations Unies (ou d'autres) dans d'autres zones. Pour y parvenir, l'équipe du projet combinera une stratégie en trois volets : (i) une programmation basée sur les preuves (enquêtes de perception et étude d'impact), (ii) un accent marqué sur la capitalisation et diffusion des leçons apprises (en vue de leur adoption par d'autres acteurs) et (iii) une stratégie d'engagement privilégié avec d'autres partenaires « champions » (donateurs potentiels) dans la consolidation de la paix et l'emploi des jeunes dès le début du projet, en vue de développer le pipeline pour une seconde phase à travers un processus de co-création (ceci inclut notamment la Banque Mondiale qui a été engagée depuis les premières discussions sur ce projet, mais peut inclure également l'une ou l'autre coopération bilatérale ayant la bonne sensibilité).

#### IV. Budget du projet

*Merci de fournir une justification courte pour le budget proposé, indiquez les choix faits lors de la préparation du budget, en particulier pour le personnel, voyages, ou autre soutien indirect du projet afin de mettre en évidence l'approche de valeur monétaire du projet (value for money).*

*Remplissez les deux tableaux du budget en annexe D (document Excel séparé).*

Grands éléments du budget :

Rubrique du cadre de résultat	UNDP	FAO	UN-Women	Total	% direct costs
<b>Effet 1 - Jeunes pour la cohésion sociale</b>	<b>386 425</b>	-	<b>185 000</b>	<b>571 425</b>	<b>22%</b>
Produit 1.1. Engagement communautaire	180 800	-	24 000	204 800	
Produit 1.2. Prise de décision	45 000	-	145 000	190 000	
Produit 1.3. Projets de cohésion sociale	110 000	-	-	110 000	
Assistance technique - Mise en œuvre Effet 1	50 625	-	16 000	66 625	
<b>Effet 2 - Autonomisation économique des jeunes</b>	<b>660 373</b>	<b>353 319</b>	<b>152 240</b>	<b>1 165 932</b>	<b>41%</b>
Produit 2.1. THIMO	306 875	-	-	306 875	
Produit 2.2. AGR	124 873	203 319	30 000	358 192	
Produit 2.3. Entrepreneuriat et innovation	100 000	100 000	80 000	280 000	
Assistance technique - Mise en œuvre Effet 2	128 625	50 000	42 240	220 865	
<b>Effet 3 - Coordination et mesure de l'impact</b>	<b>501 825</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000</b>	<b>541 825</b>	<b>20%</b>
Produit 3.1. Coordination régionale sectorielle	94 700	-	-	94 700	
Produit 3.2. Monitoring & évaluation, communication	282 000	-	-	282 000	
Produit 3.3. Adaptation SOP programme Jigisé méjiri	20 000	20 000	20 000	60 000	
Assistance technique - Mise en œuvre Effet 3	105 125	-	-	105 125	

Staffing Unité de Gestion du Projet	126 300	50 000	50 000	<b>226 300</b>	8%
Direct operating costs for project implementation	136 000	50 000	50 000	<b>236 000</b>	9%
Direct costs total	<b>1 810 923</b>	<b>473 319</b>	<b>457 240</b>	<b>2 741 482</b>	
GMS	126 765	33 132	32 007	191 904	
Grand total	1 937 688	506 451	489 247	2 933 386	

## **Annex A.1: Project Administrative arrangements for UN Recipient Organizations**

*(This section uses standard wording – please do not remove)*

The UNDP MPTF Office serves as the Administrative Agent (AA) of the PBF and is responsible for the receipt of donor contributions, the transfer of funds to Recipient UN Organizations, the consolidation of narrative and financial reports and the submission of these to the PBSO and the PBF donors. As the Administrative Agent of the PBF, MPTF Office transfers funds to RUNOS on the basis of the signed Memorandum of Understanding between each RUNO and the MPTF Office.

### **AA Functions**

On behalf of the Recipient Organizations, and in accordance with the UNDG-approved “Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds” (2008), the MPTF Office as the AA of the PBF will:

- Disburse funds to each of the RUNO in accordance with instructions from the PBSO. The AA will normally make each disbursement within three (3) to five (5) business days after having received instructions from the PBSO along with the relevant Submission form and Project document signed by all participants concerned;
- Consolidate the financial statements (Annual and Final), based on submissions provided to the AA by RUNOS and provide the PBF annual consolidated progress reports to the donors and the PBSO;
- Proceed with the operational and financial closure of the project in the MPTF Office system once the completion is completed by the RUNO. A project will be considered as operationally closed upon submission of a joint final narrative report. In order for the MPTF Office to financially close a project, each RUNO must refund unspent balance of over 250 USD, indirect cost (GMS) should not exceed 7% and submission of a certified final financial statement by the recipient organizations’ headquarters.);
- Disburse funds to any RUNO for any costs extension that the PBSO may decide in accordance with the PBF rules & regulations.

### **Accountability, transparency and reporting of the Recipient United Nations Organizations**

Recipient United Nations Organizations will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

Each RUNO shall establish a separate ledger account for the receipt and administration of the funds disbursed to it by the Administrative Agent from the PBF account. This separate ledger account shall be administered by each RUNO in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures, including those relating to interest. The separate ledger account shall be subject exclusively to the internal and external auditing procedures laid down in the financial regulations, rules, directives and procedures applicable to the RUNO.

Each RUNO will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

<b>Type of report</b>	<b>Due when</b>	<b>Submitted by</b>
Semi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist

Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

#### Financial reporting and timeline

<b>Timeline</b>	<b>Event</b>
<b>30 April</b>	Annual reporting – Report Q4 expenses (Jan. to Dec. of previous year)
<i>Certified final financial report to be provided by 30 June of the calendar year after project closure</i>	

UNEX also opens for voluntary financial reporting for UN recipient organizations the following dates

<b>31 July</b>	Voluntary Q2 expenses (January to June)
<b>31 October</b>	Voluntary Q3 expenses (January to September)

Unspent Balance exceeding USD 250, at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the MPTF Office, no later than six months (30 June) of the year following the completion of the activities.

#### Ownership of Equipment, Supplies and Other Property

Ownership of equipment, supplies and other property financed from the PBF shall vest in the RUNO undertaking the activities. Matters relating to the transfer of ownership by the RUNO shall be determined in accordance with its own applicable policies and procedures.

#### Public Disclosure

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent's website (<http://mptf.undp.org>).



**Annex A.2: Project Administrative arrangements for Non-UN Recipient Organizations**

*(This section uses standard wording – please do not remove)*

**Accountability, transparency and reporting of the Recipient Non-United Nations Organization:**

The Recipient Non-United Nations Organization will assume full programmatic and financial accountability for the funds disbursed to them by the Administrative Agent. Such funds will be administered by each recipient in accordance with its own regulations, rules, directives and procedures.

The Recipient Non-United Nations Organization will have full responsibility for ensuring that the Activity is implemented in accordance with the signed Project Document;

In the event of a financial review, audit or evaluation recommended by PBSO, the cost of such activity should be included in the project budget;

Ensure professional management of the Activity, including performance monitoring and reporting activities in accordance with PBSO guidelines.

Ensure compliance with the Financing Agreement and relevant applicable clauses in the Fund MOU.

**Reporting:**

Each Receipt will provide the Administrative Agent and the PBSO (for narrative reports only) with:

Type of report	Due when	Submitted by
Bi-annual project progress report	15 June	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual project progress report	15 November	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
End of project report covering entire project duration	Within three months from the operational project closure (it can be submitted instead of an annual report if timing coincides)	Convening Agency on behalf of all implementing organizations and in consultation with/ quality assurance by PBF Secretariats, where they exist
Annual strategic peacebuilding and PBF progress report (for PRF allocations only), which may contain a request for additional PBF allocation if the context requires it	1 December	PBF Secretariat on behalf of the PBF Steering Committee, where it exists or Head of UN Country Team where it does not.

**Financial reports and timeline**

Timeline	Event
<b>28 February</b>	Annual reporting – Report <b>Q4 expenses</b> (Jan. to Dec. of previous year)
<b>30 April</b>	Report <b>Q1 expenses</b> (January to March)

<b>31 July</b>	Report Q2 expenses (January to June)
<b>31 October</b>	Report Q3 expenses (January to September)
<b><i>Certified final financial report to be provided at the quarter following the project financial closure</i></b>	

Unspent Balance exceeding USD 250 at the closure of the project would have to be refunded and a notification sent to the Administrative Agent, no later than three months (31 March) of the year following the completion of the activities.

### **Ownership of Equipment, Supplies and Other Property**

Matters relating to the transfer of ownership by the Recipient Non-UN Recipient Organization will be determined in accordance with applicable policies and procedures defined by the PBSO.

### **Public Disclosure**

The PBSO and Administrative Agent will ensure that operations of the PBF are publicly disclosed on the PBF website (<http://unpbf.org>) and the Administrative Agent website (<http://www.mptf.undp.org>)

### **Final Project Audit for non-UN recipient organization projects**

An independent project audit will be requested by the end of the project. The audit report needs to be attached to the final narrative project report. The cost of such activity must be included in the project budget.

### **Special Provisions regarding Financing of Terrorism**

Consistent with UN Security Council Resolutions relating to terrorism, including UN Security Council Resolution 1373 (2001) and 1267 (1999) and related resolutions, the Participants are firmly committed to the international fight against terrorism, and in particular, against the financing of terrorism. Similarly, all Recipient Organizations recognize their obligation to comply with any applicable sanctions imposed by the UN Security Council. Each of the Recipient Organizations will use all reasonable efforts to ensure that the funds transferred to it in accordance with this agreement are not used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime. If, during the term of this agreement, a Recipient Organization determines that there are credible allegations that funds transferred to it in accordance with this agreement have been used to provide support or assistance to individuals or entities associated with terrorism as designated by any UN Security Council sanctions regime it will as soon as it becomes aware of it inform the head of PBSO, the Administrative Agent and the donor(s) and, in consultation with the donors as appropriate, determine an appropriate response.

### **Non-UN recipient organization (NUNO) eligibility:**

In order to be declared eligible to receive PBF funds directly, NUNOs must be assessed as technically, financially and legally sound by the PBF and its agent, the Multi Partner Trust Fund Office (MPTFO). Prior to submitting a finalized project document, it is the responsibility of each NUNO to liaise with PBSO and MPTFO and provide all the necessary documents (see below) to demonstrate that all the criteria have been fulfilled and to be declared as eligible for direct PBF funds.

The NUNO must provide (in a timely fashion, ensuring PBSO and MPTFO have sufficient time to review the package) the documentation demonstrating that the NUNO:

- Has previously received funding from the UN, the PBF, or any of the contributors to the PBF, in the country of project implementation
- Has a current valid registration as a non-profit, tax exempt organization with a social based mission in both the country where headquarter is located and in country of project

implementation for the duration of the proposed grant. (**NOTE:** If registration is done on an annual basis in the country, the organization must have the current registration and obtain renewals for the duration of the project, in order to receive subsequent funding tranches)

- Produces an annual report that includes the proposed country for the grant
- Commissions audited financial statements, available for the last two years, including the auditor opinion letter. The financial statements should include the legal organization that will sign the agreement (and oversee the country of implementation, if applicable) as well as the activities of the country of implementation. (**NOTE:** If these are not available for the country of proposed project implementation, the CSO will also need to provide the latest two audit reports for a program or project based audit in country.) The letter from the auditor should also state whether the auditor firm is part of the nationally qualified audit firms.
- Demonstrates an annual budget in the country of proposed project implementation for the previous two calendar years, which is at least twice the annualized budget sought from PBF for the project<sup>43</sup>
- Demonstrates at least 3 years of experience in the country where grant is sought
- Provides a clear explanation of the CSO's legal structure, including the specific entity which will enter into the legal agreement with the MPTF-O for the PBF grant.

---

<sup>43</sup>Annualized PBF project budget is obtained by dividing the PBF project budget by the number of project duration months and multiplying by 12.

**Annexe B : Cadre de résultats du projet (doit inclure les données désagrégées par sexe et âge)**

Résultats	Produits	Indicateurs	Moyens de vérification/ fréquence collecte	Etapes
<p>Impact :</p> <p><b><u>La consolidation de la paix et le processus de stabilisation dans la Région de Mopti sont renforcés à travers la participation et l'emploi des jeunes</u></b></p>		<p>Indicateur 0 a : Perception des jeunes sur leur souhait de migrer/rejoindre un groupe armé</p> <p>Situation de référence : A définir</p> <p>Cible : Tendance à la baisse (+ différence statistiquement significative avec le groupe/communauté de contrôle)</p>	<p>Enquêtes, sondages</p> <p>Tous les 3/6 mois</p> <p>Tous les 3/6 mois</p>	<p>06/18 :</p> <p>12/18 :</p> <p>06/19 :</p>
		<p>Indicateur 0 b : Nombre d'incidents sécuritaires de violence armé</p> <p>Situation de référence : A définir</p> <p>Cible : En-baisse (+ différence statistiquement significative avec le groupe/communauté de contrôle)</p>	<p>Données UNDSS (autres sources ?)</p> <p>Tous les 3/6 mois</p>	<p>06/18 :</p> <p>12/18 :</p> <p>06/19 :</p>
		<p>Indicateur 0 c : Sentiment de confiance mutuelle générale au sein des communautés</p> <p>Situation de référence : à définir</p> <p>Cible : Tendance à la hausse (+ différence statistiquement significative avec le groupe/communauté de contrôle)</p>	<p>Etude base-line + Enquêtes de perception régulières + Evaluation finale</p> <p>Tous les 3/6 mois</p>	<p>06/18 :</p> <p>12/18 :</p> <p>06/19 :</p>
		<p>Indicateur 0 d : Taux de participation des jeunes aux différents cycles électoraux au Mali.</p> <p>Situation de référence : à définir</p> <p>Cible : Tendance à la hausse (+ différence statistiquement significative avec le groupe/communauté de contrôle)</p>	<p>Projet PNUD d'appui au cycle électoral</p> <p>Etude base-line (élections juillet 2018)</p> <p>A collecter à chaque cycle électoral</p>	<p>06/18 :</p> <p>12/18 :</p> <p>06/19 :</p>
<p>Résultat 1:</p> <p><b><u>Effet 1. Les jeunes marginalisés sont reconnus comme</u></b></p>		<p>Indicateur 1 a : Nombre de comités de développement fonctionnels, et respectant une représentation de 30% de jeunes (H&amp;F) et 40% de femmes</p> <p>Situation de référence : A définir</p>	<p>Rapport trimestriel de suivi de projet, collecte indice de fonctionnalité des comités</p>	<p>06/18 :</p> <p>12/18 :</p> <p>06/19 :</p>

<p><b>des acteurs positifs de cohésion sociale au sein de leur communauté dans 2 cercles de la Région de Mopti</b></p>	<p>Cible : 3 comités, avec fonctionnalité de 90% fonctionnels chacun, et représentation adéquate des jeunes et femmes</p>	<p>Indicateur 1 b : Perception des jeunes (i) sur leur participation aux processus de décision, (ii) sur leur participation à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix, et (iii) sur la prise en compte de leurs préoccupations majeures dans les programmes de développement locaux</p> <p>Situation de référence : à définir</p> <p>Cible : Tendances positive</p>	<p>Enquêtes de perception</p> <p>Tous les 3/6 mois</p> <p>06/18 : 12/18 : 06/19 :</p>
<p><b>Produit 1.1. Les communautés ciblées disposent de plans de développement sensibles au genre et aux conflits, et de mécanismes fonctionnels d'engagement communautaire participatifs et inclusifs.</b></p> <p>Liste des activités qui contribuent au produit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Engagement avec le gouvernement régional pour le ciblage définitif des zones prioritaires</li> <li>2. Sensibilisation et engagement communautaire sur le projet dans les cercles ciblés</li> <li>3. Séances participatives pour l'identification et l'analyse participative de conflits locaux, aboutissant à un pacte communautaire pour la stabilisation et la paix</li> <li>4. Analyse des capacités et renforcement des comités locaux de développement et de l'implication de comités dans le suivi et la mise en œuvre du projet</li> <li>5. Appui à la révision/adaptation des plans locaux de développement pour prendre en</li> </ol>	<p>Indicateur 1c : Sentiment de satisfaction des membres de la communauté sur le rôle positif des jeunes hommes et femmes dans les communautés</p> <p>Situation de référence : à définir</p> <p>Cible : Tendances positive</p>	<p>Indicateur 1.1.1. Nombre d'analyses de conflits participatives sensibles au genre réalisées</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 6</p>	<p>Enquêtes de perception</p> <p>Tous les 3/6 mois</p> <p>06/18 : 12/18 : 06/19 :</p>
<p><b>Produit 1.1. Les communautés ciblées disposent de plans de développement sensibles au genre et aux conflits, et de mécanismes fonctionnels d'engagement communautaire participatifs et inclusifs.</b></p> <p>Liste des activités qui contribuent au produit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Engagement avec le gouvernement régional pour le ciblage définitif des zones prioritaires</li> <li>2. Sensibilisation et engagement communautaire sur le projet dans les cercles ciblés</li> <li>3. Séances participatives pour l'identification et l'analyse participative de conflits locaux, aboutissant à un pacte communautaire pour la stabilisation et la paix</li> <li>4. Analyse des capacités et renforcement des comités locaux de développement et de l'implication de comités dans le suivi et la mise en œuvre du projet</li> <li>5. Appui à la révision/adaptation des plans locaux de développement pour prendre en</li> </ol>	<p>Indicateur 1.1.2. Nombre de cercles/communes disposant d'un comité local de développement incluant les jeunes et le genre (30% de femmes) de manière inclusive</p> <p>Situation de référence : à confirmer</p> <p>Cible : 2 cercles / 6 communes</p>	<p>Indicateur 1.1.3. Nombre de cercles/communes disposant d'un plan de développement révisé/actualisé, sensible au genre, à l'âge et aux conflits</p> <p>Situation de référence : à confirmer</p> <p>Cible : 2 cercles / 6 communes</p>	<p>Rapports et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p> <p>06/18 : 12/18 : 3 06/19 :</p>
<p><b>Produit 1.1. Les communautés ciblées disposent de plans de développement sensibles au genre et aux conflits, et de mécanismes fonctionnels d'engagement communautaire participatifs et inclusifs.</b></p> <p>Liste des activités qui contribuent au produit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Engagement avec le gouvernement régional pour le ciblage définitif des zones prioritaires</li> <li>2. Sensibilisation et engagement communautaire sur le projet dans les cercles ciblés</li> <li>3. Séances participatives pour l'identification et l'analyse participative de conflits locaux, aboutissant à un pacte communautaire pour la stabilisation et la paix</li> <li>4. Analyse des capacités et renforcement des comités locaux de développement et de l'implication de comités dans le suivi et la mise en œuvre du projet</li> <li>5. Appui à la révision/adaptation des plans locaux de développement pour prendre en</li> </ol>	<p>Indicateur 1.1.3. Nombre de cercles/communes disposant d'un plan de développement révisé/actualisé, sensible au genre, à l'âge et aux conflits</p> <p>Situation de référence : à confirmer</p> <p>Cible : 2 cercles / 6 communes</p>	<p>Rapports et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p> <p>06/18 : 12/18 : 3 06/19 : 8</p>	<p>Rapports et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p> <p>06/18 : 12/18 : 3 06/19 : 8</p>

<p>compte les recommandations des analyses participatives de conflits</p> <p>6. Identification et validation des critères de sélection des bénéficiaires pour les activités socio-économiques</p>	<p><b>Produit 1.2. Les capacités des jeunes femmes et hommes à participer activement aux processus de prise de décision dans leur communauté sont renforcées et reconnues par les leaders communautaires.</b></p> <p><i>Liste des activités qui contribuent au produit :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Elaboration/validation de modules de formation sur le leadership et l'accompagnement psycho-social et formation des animateurs</li> <li>2. Accompagnement psycho-social et d'écoute pour les jeunes déradicalisés et à risque de radicalisation ; et les jeunes femmes et hommes victimes de violence basée sur le genre</li> <li>3. Formation des associations de jeunes femmes et hommes en leadership et participation dans la prise de décision au sein des comités locaux ;</li> <li>4. Organisation des réunions d'échanges entre les institutions locales et les organisations de jeunes/leaders associatifs en vue de faciliter leur participation au dialogue social et au processus de paix</li> <li>5. Sensibilisation des leaders communautaires pour accroître leur ouverture par rapport aux jeunes</li> </ol>	<p>Indicateur 1.2.1. Nombre additionnel de jeunes hommes et femmes ayant accru leurs compétences en leadership/participation ;</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 150 jeunes hommes, 150 jeunes femmes</p>	<p>Rapports de suivi et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 12/18 : 150 06/19 : 300</p>
		<p>Indicateur 1.2.2. Nombre additionnel de jeunes femmes et hommes bénéficiant d'accompagnement psychosocial</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 200 dont 100 jeunes hommes, et 100 jeunes femmes</p>	<p>Rapports et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 0 12/18 : 100 06/19 : 200</p>
		<p>Indicateur 1.2.3. Nombre de réunions d'échanges/sensibilisation tenues impliquant les institutions locales et les jeunes leaders associatifs favorisant leur participation au processus de paix</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 20</p>	<p>Rapports de suivi et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 0 12/18 : 10 06/19 : 20</p>
		<p>Indicateur 1.3.1. Comités de sélection des micro-projets, sensibles au genre et à l'âge mis en place, avec modalités de sélection adoptées.</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 8</p>	<p>Rapports de suivi et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 12/18 : 8 06/19 :</p>
	<p><b>Produit 1.3. Des projets catalytiques pour la cohésion sociale sont identifiés et mis en œuvre par les jeunes.</b></p> <p><i>Liste des activités qui contribuent au produit :</i></p>			

	<p>1. Identification de projets catalytiques pour la consolidation de la paix et la cohésion sociale (sur base des pactes locaux de stabilisation et de paix)</p> <p>2. Renforcement des capacités des associations de jeunes femmes et hommes en gestion de projet</p> <p>3. Subventions et accompagnement régulier des organisations locales de jeunes pour la mise en œuvre des activités</p>	<p>Indicateur 1.3.2. Nombre de projets catalytiques pour la cohésion sociale mis en œuvre dans le cadre du projet.</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 8</p>	<p>Rapports de suivi et documentation du projet</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 12/18 : 06/19 : 4 12/19 : 8</p>
<p>Résultat 2. <b>Effet 2 – Les jeunes marginalisés dans deux cercles de la Région de Mopti améliorent leur situation économique</b></p>		<p>Indicateur 2 a : Nombre de jeunes femmes et hommes bénéficiaires du projet ayant accru leur revenu de 50% en fin de projet</p> <p>Situation de référence : A définir</p> <p>Cible : 600 dont 300 hommes et 300 femmes</p> <p>Indicateur 2 b : Revenu des bénéficiaires du projet supérieur au groupe de contrôle</p> <p>Situation de référence : /</p> <p>Cible : Différence positive statistiquement significative</p> <p>Indicateur 2 c : indicateur composite de moyens de subsistance durable/résilience (accès aux « assets », accès finance, accès aux soins – à approfondir dans le plan de suivi-évaluation)</p> <p>Situation de référence : sera établie lors de l'étude de base</p> <p>Cible : Amélioration statistiquement significative</p>	<p>Enquête baseline et évaluation finale</p> <p>Enquête baseline et évaluation finale</p> <p>Enquête baseline et évaluation finale</p>	<p>06/18 : 12/18 : 06/19 : 12/09 : 600</p> <p>06/18 : 12/18 : 06/19 :</p> <p>06/18 : 12/18 : 06/19 :</p> <p>06/18 : 0 12/18 : 2 finalisés, 2 en cours 06/19 : 4 finalisés, avec 50% de comités fonctionnels</p>
	<p><b>Produit 2.1. Des infrastructures socio-économiques de base prioritaires sont réhabilitées à travers une approche THIMO permettant d'offrir des emplois temporaires</b></p>	<p>Indicateur 2.1.1. Nombre d'infrastructures socio-économiques de base réhabilitées par le projet, disposant d'un comité de gestion fonctionnel</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 4</p>	<p>Rapport trimestriel de suivi du projet, évaluation finale</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 0 12/18 : 2 finalisés, 2 en cours 06/19 : 4 finalisés, avec 50% de comités fonctionnels</p>

<p>à 600 jeunes femmes et hommes marginalisés/vulnérables.</p>			<p>12/19 : 4 finalisés, avec 100% compte de gestion fonctionnels</p>
<p>Liste des activités qui contribuent au produit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Sélection des partenaires de mise en œuvre pour la réhabilitation d'infrastructure</li> <li>2. Sélection des prestataires pour le paiement des salaires/journaliers</li> <li>3. Sélection des bénéficiaires et des infrastructures à réhabiliter (suivant critères sensibles au genre et aux conflits – cf produit 1.1.)</li> <li>4. Mise en œuvre et suivi des activités de réhabilitation, paiement des participants et constitution d'épargne</li> <li>5. Formation des participants en compétences de vie, prévention des conflits, leadership et entrepreneuriat, égalité du genre</li> <li>6. Appui aux comités de gestion des infrastructures réhabilitées</li> </ol>	<p>Indicateur 2.1.2. Nombre d'emplois temporaires créés par le projet au bénéfice de jeunes femme et hommes marginalisés</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 600 dont au moins 240 pour les jeunes femmes</p>	<p>Rapport trimestriel de suivi du projet, évaluation finale</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 0</p> <p>12/18 : 600</p>
<p><b>Produit 2.2. 600 jeunes femmes et hommes marginalisés et vulnérables mettent en œuvre des activités génératrices de revenu rentables dans des filières porteuses.</b></p> <p>Liste des activités qui contribuent au produit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Identification des filières porteuses dans les zones ciblées</li> <li>2. Sélection des bénéficiaires (suivant critères sensibles au genre et aux conflits – cf produit 1.1.)</li> <li>3. Elaboration de plans d'affaires et formation en entrepreneuriat</li> <li>4. Accompagnement technique dans les filières données (agro-pastoral, commercial, transformation)</li> </ol> <p>Accompagnement technique des jeunes femmes dans la transformation (appui en matériels productifs)</p>	<p>Indicateur 2.2.1. Nombre additionnel de jeunes femmes et hommes disposant d'une activité génératrice de revenu (micro-entreprise) individuelle ou collective grâce au projet</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 300 (dont 150 femmes et 150 hommes)</p>	<p>Rapport trimestriel de suivi du projet, évaluation finale</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 12/18 : 100</p> <p>06/19 : 300</p>
	<p>Indicateur 2.2.2. Nombre de kits de transformation mis à disposition dans les zones du projet (nombre de femmes bénéficiaires)</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 6 (150)</p>	<p>Rapport trimestriel de suivi du projet, évaluation finale</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/18 : 12/18 : 06/19 : 3 (80)</p> <p>12/19 : 6 (150)</p>



<p>Résultat 3: <b>Effet 3 – L'efficacité des programmes d'emploi des jeunes dans la Région de Mopti est améliorée</b></p>	<p><b>Produit 2.3. Un dispositif d'accompagnement régulier et appui-conseil en entrepreneuriat et innovation est fonctionnel pour les jeunes femmes et hommes micro-entrepreneurs.</b></p> <p>Liste des activités qui contribuent au produit :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Renforcement des capacités du partenaire ANPE et élaboration d'un plan de suivi et appui-conseil</li> <li>2. Création et renforcement de groupes d'épargne</li> <li>3. Accompagnement régulier des entrepreneurs en gestion et management (visite mensuelles)</li> <li>4. Identification et test de solutions innovantes pour l'emploi des jeunes (Youth Business Innovation Lab &amp; Youth Jobs for Peace Challenge)</li> </ol>	<p>Indicateur 2.3.1. Nombre de séances d'appui-conseil en gestion menées en faveur des jeunes femmes et hommes micro-entrepreneurs</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 900 (minimum 3 séances par entrepreneur du produit 2.2.)</p> <p>Indicateur 2.3.2. Nombre de solutions novatrices identifiées et testées dans le cadre du « youth business innovation lab »</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 4</p> <p>Indicateur 2.3.3. Nombre de jeunes femmes et d'hommes membres de groupes d'épargne autogérés</p> <p>Situation de référence : à définir</p> <p>Cible : 300 en plus (dont 200 jeunes femmes et 100 homme)</p>	<p>Registre d'appui-conseil, rapports de mission, rapport d'activité ANPE</p> <p>Trimestriel</p>	<p>06/18 : 0</p> <p>12/18 : Plan de suivi en appui-conseil adopté</p> <p>06/19 : 300</p> <p>12/19 : 900</p>
		<p>Indicateur 3.a : Nombre d'institutions humanitaires/de développement ayant adopté les modalités THIMO harmonisées</p> <p>Situation de référence : à confirmer</p> <p>Cible : 10</p>	<p>Rapport du groupe sectoriel, Plan d'action humanitaire</p>	<p>12/18 : 0</p> <p>06/19 : 5</p> <p>12/19 : 10</p>
		<p>Indicateur 3.b : Nombre d'institutions humanitaires/de développement intégrant une mesure d'impact sur la consolidation de la paix dans leurs projets</p> <p>Situation de référence : A confirmer</p> <p>Cible : A définir suite à étude base line</p>	<p>Rapport du groupe sectoriel</p>	<p>12/18 : 0</p> <p>06/19 : 0</p> <p>12/19 : 0</p>
	<p><b>Produit 3.1. Les autorités de la région de Mopti et les ministères de tutelle</b></p>	<p>Indicateur 3.1.1. Groupe de coordination sur les questions d'emploi est fonctionnel, se</p>	<p>Rapports du groupe sectoriel</p>	<p>12/18 : TDR du groupe adoptés</p>

	<p>5. Développement de leçons apprises, recommandations et de produits de communication</p> <p>6. Organisation d'un atelier de restitution.</p>			<p>12/19 : (1) Rapport d'évaluation des impacts et (2) Note sur les leçons apprises et la mise à l'échelle</p>
	<p><b>Produit 3.3. Les capacités des acteurs locaux de la société civile et du gouvernement sont renforcées dans les domaines clés relatifs à l'emploi des jeunes et la consolidation de la paix</b></p> <p><i>Liste des activités qui contribuent au produit :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement de modules de formation sur l'emploi des jeunes, la sensibilité aux conflits et la consolidation de la paix, l'accompagnement agropastoral et l'équité du genre (conjointement avec la Banque Mondiale)</li> <li>2. Organisation de 2 ateliers de formation à l'attention des organisations de la société civile de Mopli, incluant les partenaires d'exécution du présent projet et du projet Jigisemejiri</li> </ol>	<p>Indicateur 3.3.1. Nombre de modules de formation élaborés</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 3</p> <p>Indicateur 3.3.2. Nombre d'ateliers organisés</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 2</p>	<p>Revue des documents produits et rapport de projet</p> <p>Rapport de projet</p>	<p>06/18 : Modules identifiés</p> <p>12/18 : 3 modules élaborés</p> <p>12/18 : 1</p> <p>06/19 : 2</p>

	<p><b>compétents assure une coordination effective des initiatives d'emploi des jeunes.</b></p> <p><i>Liste des activités qui contribuent au produit :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Appui à la coordination sectorielle en ce qui concerne les programmes THIMO et d'emploi</li> <li>2. Cartographie des différents projets</li> <li>3. Harmonisation des modalités et stratégies de mise en œuvre entre acteurs, en matière de THIMO, et projets d'auto-emploi (AGR)</li> <li>4. Collecte et dissémination des bonnes pratiques et leçons apprises</li> </ol>	<p>réunit régulièrement, avec (co) leadership du gouvernement</p> <p>Situation de référence : A confirmer</p> <p>Cible : Oui – Réunions mensuelles</p> <p>Indicateur 3.1.2. Cartographie des interventions THIMO et d'emploi existe et est à jour</p> <p>Situation de référence : ébauche de cartographie des interventions de stabilisation existe</p> <p>Cible : Cartographie à jour et complète</p> <p>Indicateur 1.1.3. Note stratégique pour l'harmonisation des modalités des programmes THIMO</p> <p>Situation de référence : A confirmer</p> <p>Cible : Note adoptée</p>	<p>Semestriel</p> <p>Rapports du groupe sectoriel, Plan d'action OCHA</p> <p>Semestriel</p>	<p>06/19 : 5 réunions tenues avec compte-rendu</p> <p>12/19 : 10 réunions tenues avec compte-rendu</p> <p>12/18 : Canavas cartographie adopté et draft disponible</p> <p>06/19 : cartographie à jour</p> <p>12/19 : cartographie mise à jour trimestriellement</p> <p>12/18 : Note discutée et 1<sup>er</sup> draft disponible</p> <p>06/19 : Note adoptée par les autorités</p> <p>12/19 : Note diffusée et mise en œuvre</p>
<p><b>Produit 3.2. L'impact du projet sur la consolidation de la paix et la stabilisation est rigoureusement évalué et documenté.</b></p> <p><i>Liste des activités qui contribuent au produit :</i></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Développement et validation d'une stratégie de suivi et évaluation et protocoles de recherche, en collaboration avec la Banque Mondiale</li> <li>2. Elaboration de la situation de référence, y inclus analyse genre</li> <li>3. Suivi régulier du projet, avec enquêtes de perception des aspirations des jeunes et de la sécurité, et si nécessaire <i>remote monitoring</i></li> <li>4. Evaluation finale des effets et impacts, conformément au plan de suivi-évaluation et protocole de recherche</li> </ol>	<p>Indicateur 3.2.1. Plan d'action de Suivi-Evaluation adopté (y inclus protocole de recherche)</p> <p>Situation de référence : Non</p> <p>Cible : Oui</p> <p>Indicateur 3.2.2. Partenariat établi avec un/des instituts de recherche</p> <p>Situation de référence : Non</p> <p>Cible : Oui</p> <p>Indicateur 3.2.3. Nombre de notes de capitalisation / leçons apprises / rapport d'impact disponibles</p> <p>Situation de référence : 0</p> <p>Cible : 4</p>	<p>Plans de Suivi-Evaluation et protocole de recherche</p> <p>Contrat signé</p>	<p>09/18 : Draft de plan de Suivi-Evaluation et du protocole de recherche</p> <p>12/18 : Plan harmonisé et protocole final adoptés</p> <p>08/18 : Institut de recherche identifié et évalué</p> <p>10/18 : Contrat signé</p> <p>12/18 : Note sur la méthodologie de recherche</p> <p>06/19 : Note sur les résultats des enquêtes de perception</p>	

**Annex C: Liste à vérifier pour le lancement du projet**

		<b>Commentaire</b>	
<b>Question</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	
1. Les partenaires de mise en œuvre ont-ils tous été identifiés ?			Les partenaires sont pré-identifiés en attendant les clauses contractuelles
2. Les termes de référence pour le personnel clef sont-ils finalisés et prêts à être lancés ?			En cours. Les TDRs sont en particulier nécessaires pour (i) un Volontaire des Nations Unies international en entrepreneuriat, et recherche ; (ii) un consultant international en moyens d'existence durables pour lancer l'approche 3x6
3. Les sites d'intervention du projet ont-ils été identifiés ?			Quatre cercles d'intervention potentielle ont été pré-identifiés dans la région de Mopti. Le ciblage détaillé fait partie du processus d'appropriation et d'information sur le projet.
4. Les communautés locales et les représentants du gouvernement ont-ils été consultés sur l'existence du projet ?			Des consultations ont été menées au niveau national avec les ministères en charge de l'emploi et promotion de la jeunesse, et leurs agences spécialisées (ANPE, CNPV). Le projet a été accueilli très chaleureusement.
5. Une analyse préliminaire / identification des leçons apprises / activités existantes a-t-elle été faite ?			Pas encore. Ces détails seront fournis sur la base d'une étude de référence
6. Les critères de détermination des bénéficiaires ont-ils été identifiés ?			Ces critères seront affinés en fonction de (i) recherche complémentaire de la Banque Mondiale ; (ii) analyse des dynamiques de conflit et aspirations des jeunes dans chaque zone
7. Des accords ont-ils été mis en place avec la contrepartie nationale pertinente au sujet de la mise en œuvre du projet entre les agences récipiendaires ?			Aucun accord n'a été formalisé
8. Des arrangements clairs ont-ils été prévus sur la stratégie de mise en œuvre entre les agences récipiendaires différentes ?			Discussions sont en cours
9. Quelles sont les autres activités préparatoires qui doivent être entreprises avant que le projet débute et combien de temps sera nécessaire pour les effectuer.		N/A	Validation du document et sa signature, mise à disposition des ressources, mise en place des instances du projet, signature accord de partenariat

### SIGNATURES DU PROJET :

<p><b>AGENCE RECIPIENDAIRE</b></p> <p>Name of Representative: <b>J6 SCHEUER</b></p> <p>Signature </p> <p>Name of Agency: <b>PNUD</b></p> <p>Date et tampon: 08-Oct-2020 </p>	<p><b>AGENCE RECIPIENDAIRE</b></p> <p>Name of Representative: <b>Amadou Allahoury DIALLO</b></p> <p>Signature </p> <p>Name of Agency: <b>FAO</b></p> <p>Date et tampon: </p> <p><i>Pierre VAUTHIER FAO representative a.i.</i></p>
<p><b>AGENCE RECIPIENDAIRE</b></p> <p>Name of Representative: <b>Beatrice EYONG.</b></p> <p>Signature </p> <p>Name of Agency: <b>ONU FEMMES</b></p> <p>Date et tampon: </p>	<p><b>Représentant du gouvernement national</b></p> <p>Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle</p> <p>Name: <i>Dr. Jeanne Guindo</i></p> <p>Signature </p> <p>Titre: <i>Secrétaire générale</i></p> <p>Date et tampon: <i>30/10/20</i> </p>
<p><b>Peacebuilding Support Office (PBSO)</b></p> <p>Name of Representative </p> <p><b>Fernandez Oscar TARANCO</b></p> <p>Signature</p> <p>Date &amp; Seal <b>28 janvier 2021</b></p>	<p><b>Coordinatrice Résidente (RC)</b></p> <p>Name: <b>Mbaranga Gasarabwe</b></p> <p>Signature </p> <p>Date &amp; tampon: </p>

pour